LA CAPITALE NATIONALE EN CHIFFRES

2000

PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE

LA CAPITALE NATIONALE EN CHIFFRES 2000

PROFIL SOCIOÉCONOMIQUE

Commission de la capitale nationale du Québec
Décembre 2000

Document préparé par la Mission économique
de la Commission de la capitale nationale du Québec

Responsable du projet :
Hervé Bélanger, analyste-conseil, Commission de la capitale nationale du Québec

Recherche et rédaction :
Hervé Bélanger, analyste-conseil, Commission de la capitale nationale du Québec
Isabelle Mercier, technicienne de recherche, Commission de la capitale nationale du Québec

Chargée de l'édition :
Hélène Jean, Commission de la capitale nationale du Québec

Conception graphique :
Ta muse Ma muse

ISBN 2-550-36818-5
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Québec, 2000
Dépôt légal – Bibliothèque nationale du Canada, 2000

Dans la présente publication, le générique masculin est utilisé uniquement dans le but d'alléger le texte.

La collection
DOCUMENTS

La Commission de la capitale nationale du Québec a notamment pour mandats de conseiller le gouvernement sur l'expression de sa présence dans la capitale et de contribuer à une meilleure connaissance de Québec et de ses fonctions.

Dans sa collection DOCUMENTS, la Commission publie des recherches, des textes de réflexion sur le statut de la capitale, sur son passé et son devenir, sur les préoccupations qu'elle suscite et inspire.

Les DOCUMENTS viennent soutenir l'action de la Commission et de tous ceux et celles qui s'intéressent à la capitale du Québec. Ils permettent de faire le point sur des questions importantes dans un cadre léger, économique et accessible.

Le président et directeur général,
Pierre Boucher

Avant-propos

La connaissance de la réalité socioéconomique d'une région et le partage de cette connaissance avec les partenaires concernés sont à la base des interventions de tout organisme qui souhaite un développement optimal de cette région. Pourtant, il n'existe pas de document de référence à la fois général, suffisamment exhaustif et récurrent pour l'ensemble des indicateurs économiques du marché du travail et des diverses branches de l'activité économique et institutionnelle pour l'agglomération de la capitale nationale du Québec. Désirant combler au moins partiellement cette lacune et faciliter l'accomplissement de sa mission de conseil auprès du gouvernement du Québec, la Commission de la capitale nationale du Québec réalise le présent profil socioéconomique sous le titre *La capitale nationale en chiffres 2000*.

La Commission s'applique particulièrement, dans ce document, à recueillir des données qui mesurent l'impact de la présence des institutions de l'État dans la capitale, et qui déterminent le contexte dans lequel elles évoluent et les conditions de leur développement. La contribution de la Commission n'est cependant pas celle d'un organisme de recherche, elle se limite à la mise en forme des données qui lui sont apparues nécessaires à une bonne connaissance de base du tissu socioéconomique et institutionnel de l'agglomération de la capitale.

La Commission tient à remercier les nombreux ministères et organismes gouvernementaux qui ont bien voulu collaborer à la présente étude, notamment en transmettant des séries statistiques, et espère que celle-ci pourra leur être utile.

Table des MATIÈRES

INTRODUCTION **15**

UN APERÇU DE LA DERNIÈRE ANNÉE DANS L'AGGLOMÉRATION DE LA CAPITALE NATIONALE ... **17**

SOMMAIRE 17
FAITS SAILLANTS POUR DIFFÉRENTS INDICATEURS ET SECTEURS D'ACTIVITÉ 21
Rappel de certaines caractéristiques de la population 21
Le marché du travail 23
L'industrie gouvernementale 25
La culture 27
La haute technologie 28
Le tourisme 30
L'industrie de la construction 32
Les transports 33
Le monde municipal 34

COMPENDIUM STATISTIQUE **37**
Présentation 37
Première partie (enquêtes annuelles et études récentes) 39
Deuxième partie (données des recensements de 1991 et 1996) 65

Liste des

Carte : Agglomération de la capitale nationale

Carte : Centre de l'agglomération de la capitale nationale

Carte : La colline Parlementaire

Figure 1 : Population des dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

Figure 2 : Variation de la population de 1991 à 1996

Figure 3 : Immigration au Québec selon la région administrative projetée de destination, 1995-1999

Figure 4 : Évolution du solde migratoire de 1993-1994 à 1998-1999

Figure 5 : Population en âge de travailler selon le plus haut niveau de scolarité atteint en 1996

Figure 6 : Revenu moyen annuel des ménages dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

Figure 7 : Structure de l'emploi dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec, en 1999

Figure 8 : Part de l'emploi de l'administration publique dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1999

Figure 9 : Variation du nombre d'emplois dans la RMR de Québec, 1997-1999

Figure 10 : Évolution du taux d'emploi (1997-1999) dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull

Figure 11 : Évolution du taux de chômage dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull de 1989 à 1999

Figure 12 : Effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Figure 13 : Évolution de l'effectif gouvernemental du 31 mars 1992 au 31 mars 2000

Figure 14 : Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000

Figure 15 : Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000

Figure 16 : Évolution et répartition du parc immobilier gouvernemental du 31 mars 1999 au 31 mars 2000

Figure 17 : Dépenses de fonctionnement et d'investissement reliées à la présence des ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec dans la CUQ, en 1995-1996

Figure 18 : Emplois de l'administration publique québécoise au titre de la culture, selon les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, de même qu'au Québec, en 1999

Figure 19 : Dépenses internes et externes par habitant, au titre de la culture, de l'administration publique québécoise pour certains territoires, 1998-1999

Figure 20 : Évolution comparée de l'emploi selon le niveau de savoir pour la région de Québec et le Québec, 1991-1996

Figure 21 : Répartition des emplois reliés aux établissements de haute technologie et de moyenne-haute technologie au Québec en mars 1998

Figure 22 : Évolution du taux d'occupation moyen des établissements hôteliers de 1998 à 1999

Figure 23 : Impact économique net (argent neuf) du Centre des congrès de Québec de 1997 à 2000

Figure 24 : Nombre de congrès et événements ayant eu lieu dans la région touristique de Québec de 1996 à 1999

Figure 25 : Nombre de délégués dans la région touristique de Québec de 1996 à 1999

Figure 26 : Nombre de nuitées dans la région touristique de Québec de 1996 à 1999

Figure 27 : Évolution de la valeur des permis de construire dans la CUQ de 1991 à 1999

Figure 28 : Évolution du nombre des mises en chantier résidentielles de 1991 à 1999

Figure 29 : Taux d'inoccupation (%) des édifices à bureaux de 10 000 pieds carrés et plus depuis 1993 (avril, mai, juin)

Figure 30 : Évolution du tonnage réalisé au port de Québec de 1995 à 1999

Figure 31 : Passagers embarqués et débarqués à l'aéroport international Jean-Lesage de 1994 à 1999

Liste des TABLEAUX

Tableau 1 : Les caractéristiques de la population active des dix plus importants centres urbains du Canada en 1999 41

Tableau 2 : Les caractéristiques de la population active dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, de 1989 à 1999 42

Tableau 3 : Les emplois selon les branches d'activité dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, de 1989 à 1999 43

Tableau 3 : Les emplois selon les branches d'activité dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, de 1989 à 1999 (suite) 44

Tableau 4 : Les proportions des emplois selon les branches d'activité dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, de 1989 à 1999 46

Tableau 5 : Dépenses en immobilisations des secteurs privé et public dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1998, 1999 et 2000 47

Tableau 6 : Dépenses en immobilisations dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1997, 1998 et 1999 47

Tableau 7 : Dépenses de recherche et développement par domaine dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, ainsi qu'au Québec, en 1994 48

Tableau 8 : Personnel scientifique par domaine dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, ainsi qu'au Québec, en 1994 48

Tableau 9 : Valeur des permis de construire sur les territoires de la ville de Québec et de la Communauté urbaine de Québec de 1992 à 1999 49

Tableau 10 : Évolution des mises en chantier résidentielles sur les territoires de la ville de Québec, de la Communauté urbaine de Québec et de la RMR de Québec de 1991 à 1999 50

Tableau 11 : Taux d'inoccupation des édifices à bureaux de 10 000 pieds carrés et plus depuis 1993 (avril, mai, juin) 50

Tableau 12 : Évolution du nombre de passagers embarqués et débarqués à l'aéroport international Jean-Lesage de 1994 à 1999 51

Tableau 13 : Évolution du tonnage réalisé au port de Québec de 1996 à 1999 51

Tableau 14 : Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et des organismes du gouvernement du Québec au 31 mars 2000 52

Tableau 15 : Répartition de l'effectif des ministères, assimilés, fonds et organismes du gouvernement du Québec au 31 mars 2000 52

Tableau 16 : Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes du gouvernement du Québec du 31 mars 1992 au 31 mars 2000 52

Tableau 17 : Répartition des superficies locatives du parc immobilier du gouvernement du Québec sur différents territoires en 1999 et 2000 53

Tableau 18 : Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 et au 31 mars 2000 53

Tableau 19 : Impact économique des dépenses d'opération, au titre de la culture, dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches en 1992-1993 54

Tableau 20 : Main-d'œuvre directe des différents domaines d'activités culturelles pour les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches en 1992-1993 55

Tableau 21 : Emplois de l'administration publique québécoise, au titre de la culture, selon les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, de même qu'au Québec, en 1999 55

Tableau 22 : Dépenses culturelles brutes de l'administration publique québécoise, par habitant, selon certaine régions administratives, de même qu'au Québec, de 1994 à 1999 55

Tableau 23 : Les établissements et les emplois selon le niveau technologique dans la région métropolitaine de Québec, dans la région du Grand Montréal, ainsi qu'au Québec, en mars 1998 56

Tableau 24 : Emplois dans l'économie du savoir selon le niveau et le secteur d'activité, régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal et ensemble du Québec, 1996 57

Tableau 25 : Volume, nuitées et dépenses touristiques selon l'origine dans la région touristique de Québec en 1999 58

Liste des TABLEAUX

Tableau 26 : Taux d'occupation moyen des établissements hôteliers dans les régions touristiques de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1998 et 1999 59
Tableau 27 : Nombre de congrès et événements ayant eu lieu dans la région de Québec de 1996 à 1999 59
Tableau 28 : Nombre de délégués dans la région de Québec de 1996 à 1999 59
Tableau 29 : Nombre de nuitées dans la région de Québec de 1996 à 1999 60
Tableau 30 : Répartition des congrès selon leur origine dans la région de Québec de 1996 à 1999 (en pourcentage) 60
Tableau 31 : Indicateur mensuel de fréquentation des sites et attraits touristiques de la région de Québec en 1998 et 1999 60
Tableau 32 : Finances municipales dans l'agglomération de la capitale nationale (exercice 1999) 61
Tableau 33 : Immigration au Québec selon la région administrative projetée de destination de 1995 à 1999 . . 63
Tableau 34 : Évolution du solde migratoire de la population de la région métropolitaine de Québec de 1993 à 1998 63
Tableau 35 : Évolution du solde migratoire de la population dans les dix plus importants centres urbains du Canada et à Victoria pour 1997-1998 et 1998-1999 (taux net pour 1 000 habitants) 64
Tableau 36 : Évolution du solde migratoire de la population dans les dix plus importants centres urbains du Canada et à Victoria de 1993 à 1998 64
Tableau 37 : Principales entités territoriales de l'agglomération urbaine de Québec 67
Tableau 38 : Évolution de la population des principales entités territoriales de l'agglomération urbaine de Québec de 1991 à 1996 67
Tableau 39 : Évolution de la population des dix plus importants centres urbains du Canada de 1991 à 1996 . . 68
Tableau 40 : Évolution de la population des villes de plus de 10 000 habitants dans l'agglomération urbaine de Québec de 1991 à 1996 68
Tableau 41 : Population et logement par quartier dans la ville de Québec en 1996 69
Tableau 42 : Répartition de la population selon les groupes d'âge dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996 (en nombre) 69
Tableau 43 : Répartition de la population selon les groupes d'âge dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996 (en pourcentage) 70
Tableau 44 : Répartition de la population selon la connaissance des langues française et anglaise dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996 70
Tableau 45 : La population immigrante dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996 71
Tableau 46 : La population appartenant aux minorités visibles dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996 71
Tableau 47 : Le plus haut niveau de scolarité atteint par la population en âge de travailler dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996 . . 72
Tableau 48 : Évolution du revenu moyen dans les dix plus importants centres urbains du Canada de 1990 à 1995 72
Tableau 49 : Évolution du revenu moyen des ménages dans les dix plus importants centres urbains du Canada de 1990 à 1995 73
Tableau 50 : Dépenses annuelles moyennes des ménages dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996. 73
Tableau 51 : Dépenses annuelles moyennes des ménages dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996 74
Tableau 52 : Population active de 15 ans et plus selon les industries, en 1991 et 1996, dans les RMR de Québec, Montréal et Ottawa-Hull (partie québécoise), et au Québec 75
Tableau 53 : Population active âgée de 15 ans et plus selon les catégories de travailleurs dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996 77
Tableau 54 : Population active occupée selon le mode de transport pour se rendre au travail dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996. 77

INTRODUCTION

Le présent profil socioéconomique est constitué d'un aperçu général de la dernière année dans l'agglomération de la capitale nationale, des faits saillants qui ont marqué les différents secteurs de l'activité socioéconomique et d'un compendium statistique de plus de cinquante tableaux qui illustrent les principaux indicateurs socioéconomiques de l'agglomération et permettent notamment des comparaisons avec d'autres agglomérations.

Il s'agit en quelque sorte d'un tableau de bord de l'agglomération de la capitale nationale. En plus des statistiques qui portent sur l'évolution des indicateurs du marché du travail, on y retrouve des données sur différents secteurs stratégiques du développement économique, tels la recherche et la haute technologie, l'industrie gouvernementale, les industries touristique et culturelle, et le secteur des transports. Des données récentes sur le marché de l'immobilier, les finances municipales, le solde migratoire de la population et l'immigration font également l'objet de tableaux spécifiques.

UN APERÇU DE LA DERNIÈRE ANNÉE DANS L'AGGLOMÉRATION DE LA CAPITALE NATIONALE

L'agglomération de la capitale nationale, que l'on identifie au territoire de la région métropolitaine de recensement de Québec (RMR), constitue la principale agglomération urbaine du centre et de l'est du Québec, et même du Canada à l'est de Montréal. Au recensement de 1996, elle regroupait 672 000 habitants répartis dans 44 municipalités sur les deux rives du fleuve.

Portée par une conjoncture économique nord-américaine favorable, par une devise encourageant l'exportation et le tourisme, par la fin d'une période d'assainissement des finances publiques et par le développement technologique, l'agglomération de la capitale nationale a affiché de bonnes performances durant la dernière année.

Après un important regain en 1998, le niveau de l'emploi dans l'agglomération a connu une période de diminution en 1999, puis à nouveau une hausse au cours des derniers mois. Le niveau moyen de l'emploi était en effet de 307 100 en 1997, de 324 500 en 1998 et de 319 600 en 1999. Par ailleurs, au troisième trimestre 2000, l'emploi était remonté à 329 100 en regard de 317 600 pour la même période en 1999. Le taux de chômage, pour sa part, était respectivement de 10,5 % en 1997, de 8,5 % en 1998 et de 8,4 % en 1999. Au troisième trimestre 2000, il était de 8,4 % en regard de 8,2 % au troisième trimestre 1999.

Cette amélioration du marché du travail est due au contexte économique évoqué plus haut, mais plus spécifiquement à la performance de certaines branches d'activité telles le commerce, les services aux entreprises, le tourisme et l'industrie manufacturière. Pour sa part, l'industrie de la construction, après des années difficiles, semble avoir amorcé un redressement, la valeur des permis de construire étant passée de 328,7 M$ en 1998 à 389,4 M$ en 1999, soit une hausse de 18,5 %. De plus, au cours des derniers mois, la revente des maisons s'est activée et les taux d'inoccupation sont à la baisse. Les nombreux chantiers de construction observés dans le secteur de la Basse-Ville de Québec témoignent notamment de cette effervescence nouvelle.

Du côté du tourisme, les établissements hôteliers enregistrent une hausse importante du taux annuel d'occupation, ce dernier passant de 59,8 % en 1998 à 63,2 % en 1999, alors qu'il demeurait le même dans la région de Montréal et dans l'ensemble du Québec. L'industrie des congrès, pour sa part, continue sa courbe ascendante. D'après une étude d'impact économique réalisée par la Société du centre des congrès de Québec, les événements qui se sont déroulés au Centre des congrès durant l'année 1999-2000 ont généré des retombées économiques de 74 M$ dont plus de 56 M$ en argent neuf (attribuables aux participants hors

région de Québec et hors Québec), soit 35 % de plus que l'année précédente. Quant au nombre de délégués dans les différents établissements d'hébergement de la capitale, l'Office du tourisme et des congrès (OTCCUQ) l'estimait à 435 959 en 1999 et prévoyait qu'il pourrait dépasser 440 000 en 2000.

Les infrastructures de transport font aussi l'objet de développements majeurs dont la prise en charge par une administration régionale de la gestion de l'aéroport international Jean-Lesage et le dépôt par le gouvernement du Québec d'un plan de transport pour l'agglomération.

Enfin, la réforme municipale a franchi une étape décisive avec le dépôt du projet de loi 170 proposant la création d'une grande ville sur chacun des territoires les plus urbanisés de la rive nord (CUQ) et de la rive sud (ces villes compteraient respectivement 8 et 3 arrondissements), ainsi que la création d'une Communauté métropolitaine de Québec qui engloberait ces deux villes et les MRC avoisinantes. La loi définit également les compétences et le mode de fonctionnement de ces nouvelles entités municipales. Un comité de transition serait chargé de préparer la mise en application de la loi.

Dans l'ensemble, la dernière année a été encourageante pour l'agglomération de la capitale. Par contre, la comparaison avec d'autres agglomérations canadiennes, dont celle de Montréal, justifie une satisfaction modérée. Par exemple, la population de l'agglomération de la capitale croît moins rapidement et accueille moins d'immigrants que les populations des autres grandes villes canadiennes. Elle a affiché, depuis quelques années, une baisse de son solde migratoire qui est passé de 3 404 personnes en 1994 à –51 en 1998 pour remonter à 514 en 1999. De plus, les prévisions conjoncturelles du taux de croissance du PIB réel au coût des facteurs du Conference Board pour les années 1999 et 2000 placent l'agglomération de Québec parmi les dernières sur ce chapitre comparativement aux 10 principales villes canadiennes.

Sur le plan des investissements, les grands travaux et infrastructures annoncés sont difficiles à chiffrer du fait qu'un certain nombre ne se réaliseront peut-être pas, mais il s'avère qu'on ne peut entrevoir pour la RMR de Québec, même sur une base *per capita*, des sommes d'investissements aussi importantes que celles prévues pour la région de Montréal. Selon le journal *Les Affaires* du 6 mai 2000, les investissements dans les grands projets en chantier ou en voie de réalisation sur le territoire montréalais (infrastructures de transport, Palais des congrès, Grande bibliothèque, Cité du multimédia et autres) s'élèveraient à 8,6 G$.

Toutefois, dans l'agglomération de Québec, le centre-ville de Québec bénéficie d'investissements importants (ex. : les sièges sociaux de l'ENAP, de Télé-université et de l'Université du Québec, la rénovation urbaine, l'hébergement-restauration, etc.) et certains projets sont sur le point d'aboutir, comme ceux du Jardin zoologique du Québec, de l'Aquarium du Québec et du terminal de croisière dans le port de Québec. Enfin, d'autres projets majeurs tels la revitalisation de la rivière Saint-Charles et la restauration des Nouvelles Casernes sont aussi sur la table.

En somme, l'agglomération de la capitale nationale, qui a pris un virage prometteur en misant davantage sur la nouvelle économie, a encore des défis à relever pour maintenir et raffermir sa position économique. Bien que l'agglomération fasse bonne figure dans l'ensemble du Québec avec une proportion de 17,6 % de l'emploi exigeant un niveau élevé de savoir (classification d'Industrie-Canada incluant les emplois scientifiques, notamment dans le secteur des services) contre 16,8 % pour la moyenne québécoise, le secteur manufacturier ne fournit encore que 5 % des emplois de haute et moyenne technologie de l'ensemble du Québec.

La diversification d'une économie et les changements structuraux mettent toujours un certain temps à se concrétiser. La haute technologie, qui crée de la valeur ajoutée, ne crée pas toujours de forts volumes d'emplois à court terme et elle est aussi conditionnée par la disponibilité d'une main-d'œuvre très spécialisée. Les efforts en cours pour diversifier l'économie de la capitale et en faire une technorégion sont incontournables. Cela n'exclut cependant pas de tirer profit de tous les secteurs qui créent des emplois en qualité et en quantité, notamment dans les secteurs qui sont des atouts spécifiques de la capitale, comme les entreprises du secteur touristique, celles du secteur des assurances et celles qui se développent en appui aux fonctions de la capitale en tant que siège des institutions de l'État.

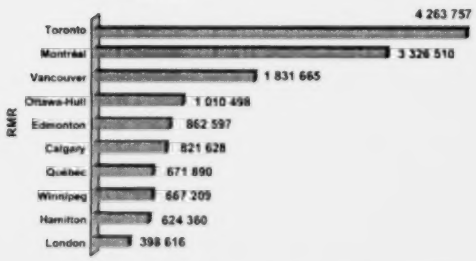
RAPPEL DE CERTAINES CARACTÉRISTIQUES DE LA POPULATION

L'agglomération de la capitale nationale, que l'on identifie au territoire de la région métropolitaine de recensement de Québec (RMR), constitue la principale agglomération urbaine du centre et de l'est du Québec, et même du Canada à l'est de Montréal. D'une superficie de 3 150 km², elle occupe les deux rives du fleuve Saint-Laurent. Elle était composée, en 1996, de 44 municipalités[1].

Entre les recensements de 1991 et 1996, la population de la RMR de Québec est passée de 645 550 à 671 889 personnes. Il s'agit d'une augmentation de 4,1 % au cours de la période, comparativement à 3,5 % pour le Québec.

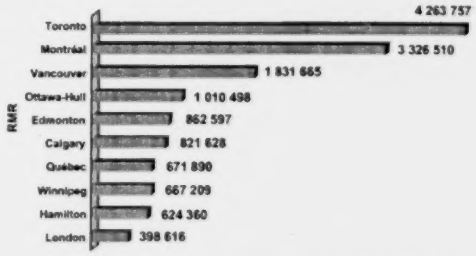
Lors du dernier recensement, elle constituait la septième agglomération urbaine en importance au Canada. La part relative de la population est demeurée stable par rapport à l'ensemble du Québec. Elle représentait 9,4 % de la population québécoise, en 1996. De 1991 à 1996, l'accroissement de la population de la RMR de Québec (4,1 %) a été légèrement supérieur à celui de la population de la RMR de Montréal (3,7 %), mais en deçà de la moyenne des dix plus importants centres urbains du Canada (6,0 %). La répartition de la population selon les groupes d'âge était la suivante : 17,5 % pour les moins de 15 ans, comparativement à 19,2 % pour le Québec; 11,6 % pour les 65 ans et plus contre 12,1 % pour le Québec, et 70,9 % pour les 15 à 65 ans en regard de 68,7 % pour l'ensemble du Québec.

Figure 1 :
Population des dix plus importants centres urbains du Canada en 1996



Source : Statistique Canada, Recensement du Canada (données intégrales), 1996.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 1 :
Population des dix plus importants centres urbains du Canada en 1996



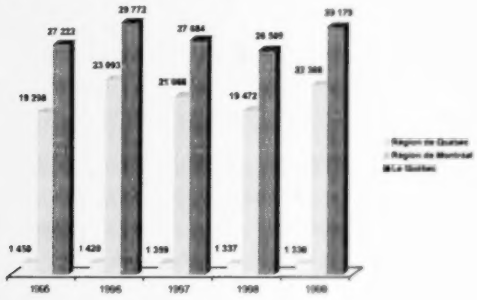
Source : Statistique Canada, Recensement du Canada (données intégrales), 1996.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

La RMR de Québec comptait 17 390 immigrants en 1996, soit 2,6 % de la population. Ce taux se situait bien au-dessous de la proportion québécoise, laquelle s'établissait à 9,3 %. De plus, contrairement à plusieurs agglomérations canadiennes, on observe depuis quelques années une baisse du solde migratoire de la population de la RMR de Québec. Ce dernier est en effet passé de 3 404 personnes en 1994 à -51 en 1998. Par contre, les dernières données pour 1999 montrent une remontée à 594 personnes. L'amélioration du contexte économique et les nouvelles politiques mises de l'avant en matière d'immigration sont de nature à consolider l'évolution démographique et la diversité culturelle de

1. Statistique Canada définit une région métropolitaine de recensement (RMR) comme une zone du marché du travail d'un noyau urbanisé (ou d'une zone bâtie en continu) ayant au moins 100 000 habitants. Une RMR comprend 1. les municipalités incluses en totalité ou en partie dans le noyau urbanisé; 2. d'autres municipalités si a) au moins 40 % de la population active occupée vivant dans la municipalité travaille dans le noyau urbanisé (transport quotidien vers le noyau urbanisé) ou si b) au moins 25 % de la population active occupée travaillant dans la municipalité vit dans le noyau urbanisé (transport quotidien à partir du noyau urbanisé).

Figure 3 :

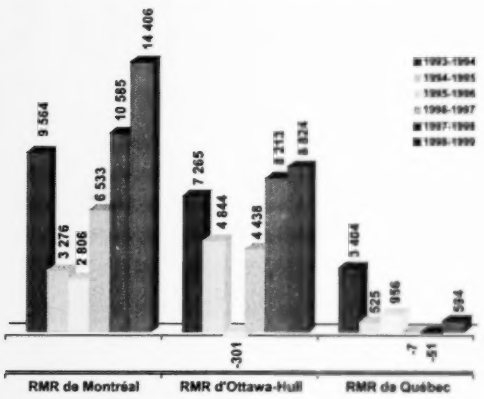
Immigration au Québec selon la région administrative projetée de destination, 1995-1999



Données préliminaires pour 1998 et 1999.
Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, Direction de la planification stratégique, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 4 :

Évolution du solde migratoire de 1993-1994 à 1998-1999



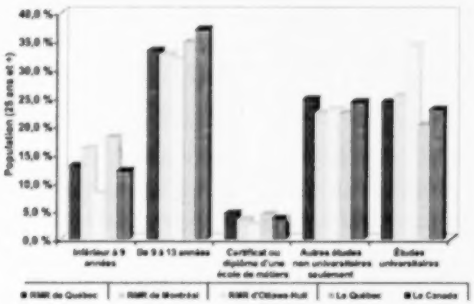
Source : Statistique Canada, Cansim, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

l'agglomération de la capitale nationale.

Quant à la scolarité, le recensement montrait en 1996 que la population en âge de travailler, dans la RMR de Québec, affichait un niveau de scolarisation à la fois supérieur à celui de l'ensemble du Québec et comparable à celui de la RMR de Montréal. La proportion des personnes de 15 ans et plus ayant moins d'une 9e année y était de 13,0 % en 1996, contre 16,1 % dans la RMR de Montréal et 18,1 % pour le

Figure 5 :

Population en âge de travailler selon le plus haut niveau de scolarité atteint en 1996



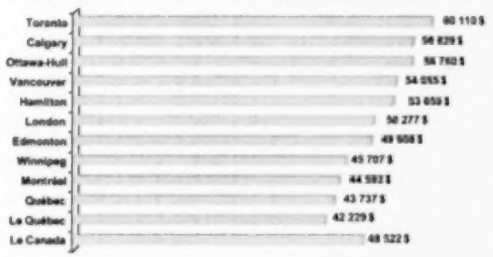
Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 1996.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Québec. Celle des personnes ayant fait des études universitaires y était de 24,3 %, en regard de 25,4 % dans la RMR de Montréal et de 20,2 % pour l'ensemble du Québec.

Enfin, le revenu moyen des ménages se situait légèrement au-dessus de la moyenne québécoise dans la RMR de Québec en 1995. Il se chiffrait à 43 737 $

Figure 6 :

Revenu moyen annuel des ménages dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996



Source : Statistique Canada, Recensement du Canada (données intégrales), 1996.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

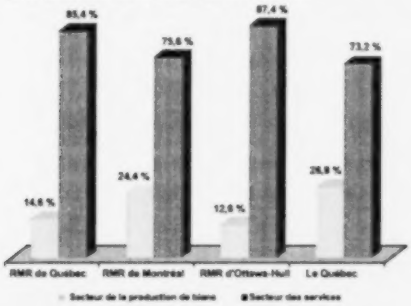
annuellement, comparativement à 42 229 $ au Québec. Il était en baisse de 7,1 % par rapport à 1990, comparativement à 7,4 % pour le Québec. Le revenu annuel moyen des ménages canadiens était, pour sa part, de 48 552 $ en 1995, en baisse de 5,8 % par rapport à 1990.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

L'économie de l'agglomération de la capitale nationale est caractérisée par la forte proportion de l'emploi dans le secteur des services. En 1999, la proportion des emplois dans ce secteur était de 85,4 %. Le secteur de la production des biens, pour sa part, en comptait 14,6 % dont 10,0 % seulement dans la fabrication. Pour l'ensemble du Québec, la distribution est de 73,2 % dans le secteur des services et 26,8 % dans le secteur de la production de biens dont 19,1 % dans la fabrication. Les proportions pour la RMR de Montréal sont respectivement de 75,6 %, 24,4 % et 19,7 %.

Figure 7 :

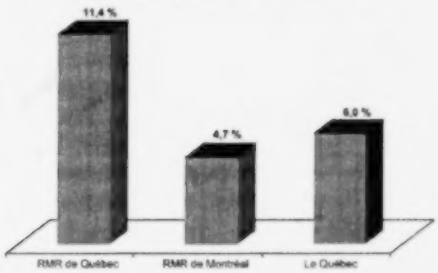
Structure de l'emploi dans les RMR de Qué bec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Qué bec, en 1999



Source : Statistique Canada, Enquê te sur la population active, moyennes annuelles
Compilation spéciale : Emploi-Québec, mai 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Qué bec, 2000

Figure 8 :

Part de l'emploi de l'administration publique dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1999



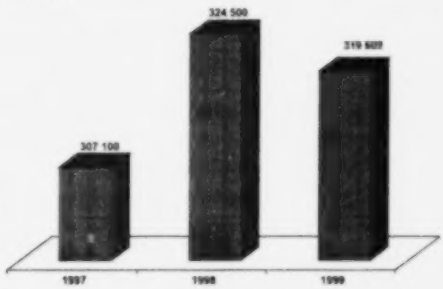
Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes annuelles
Compilation spéciale : Emploi-Québec, mai 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

Une autre caractéristique majeure de l'agglomération de la capitale nationale est la part de l'emploi dans l'administration publique, soit 11,4 % en 1999 contre 6,0 % pour l'ensemble du Québec et 4,7 % pour la RMR de Montréal. On verra, dans le chapitre sur l'industrie gouvernementale, que c'est le rôle de capitale nationale en tant que siège des institutions de l'État qui explique cet écart en faveur de Québec.

Le niveau d'emploi sur le territoire de la RMR de Québec a subi des fluctuations importantes au cours des dernières années, passant de 307 100 emplois en 1997, à 324 500 en 1998 et à 319 600 en 1999. La baisse de 1999 est apparue plus évidente à cause de la performance exceptionnelle de l'année 1998 et parce que le niveau moyen de l'emploi pour l'ensemble du Québec augmentait de façon plus substantielle. Par ailleurs, au troisième trimestre 2000, l'emploi était remonté à 329 100 en regard de 317 600 pour la même période en 1999. Ce redressement des deuxième et troisième trimestres de 2000 laisse espérer une reprise durable de l'économie de l'agglomération.

Figure 9 :

Variation du nombre d'emplois dans la RMR de Québec, 1997-1999



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active
Compilation effectuée par le Centre des ressources humaines du Canada et par Emploi-Québec
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

La population active comptait, pour sa part, 349 000 personnes en 1999, contre 354 600 l'année précédente, soit une baisse de 5 600. Quant au nombre de personnes en âge de travailler (15 ans et plus), on dénombrait sur le territoire de la RMR de Québec un total de 560 700 personnes, une très légère hausse en regard des 557 200 de l'année 1998.

Le niveau de l'emploi, qui a connu une baisse dans la capitale nationale en 1999 et au début de 2000, est de nouveau à la hausse.

En 1999, le taux d'emploi (la proportion de personnes en emploi par rapport à la population de 15 ans et plus) s'élevait à 57,0 % dans la RMR de Québec, en baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Le taux pour le Québec était également de 57,0 %. Dans les RMR de Montréal et d'Ottawa-Hull, les taux d'emploi s'établissaient respectivement à 57,7 % et à 64,3 % pour la même période. Le taux d'activité (le nombre de personnes de 15 ans et plus au travail ou en chômage sur la population totale de 15 ans et plus) était pour sa part en baisse de 1,4 point de pourcentage en 1999 par rapport à 1998; il atteignait 62,2 %, comparativement à 62,8 % pour l'ensemble du Québec. Dans les RMR de Montréal et d'Ottawa-Hull, il s'établissait, dans l'ordre, à 65,3 % et à 68,7 % pour la même année.

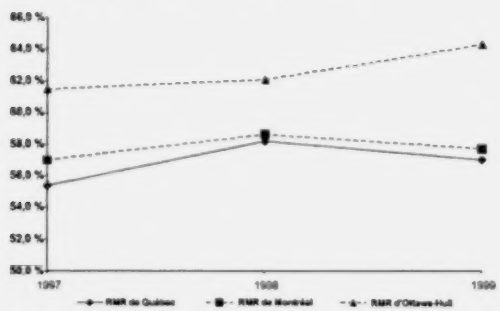
La baisse du taux de chômage observée au cours des dernières années s'est stabilisée en 1999.

Le chômage touchait 29 400 personnes sur le territoire de la RMR de Québec en 1999, en regard de 30 200 en 1998. Le taux de chômage, pour sa part, était respectivement de 10,5 % en 1997, de 8,5 % en 1998 et de 8,4 % en 1999. Dans l'ensemble du Québec, le taux de chômage était de 9,3% en 1999, alors que pour les RMR de Montréal et d'Ottawa-Hull, il était respectivement de 8,6 % et de 6,5 %. Enfin, au troisième trimestre 2000, la RMR de Québec affichait un taux de 8,4 % en regard de 8,2 % au troisième trimestre 1999.

Malgré une baisse du niveau de l'emploi en 1999, le taux de chômage n'a jamais été aussi bas sur le territoire de la RMR de

Figure 10 :

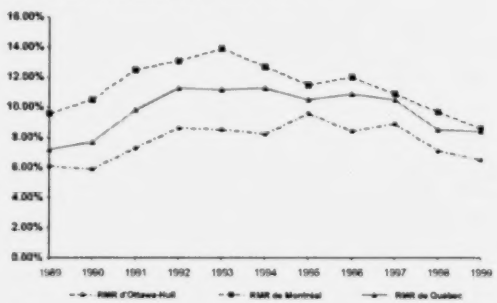
Évolution du taux d'emploi (1997-1999) dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Compilation effectuées par le Centre des ressources humaines du Canada et par Emploi-Québec.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 11 :

Évolution du taux de chômage dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull de 1989 à 1999



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Compilation effectuée par le Centre des ressources humaines du Canada et par Emploi-Québec, mai 1999.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Québec, depuis 1990. Le faible accroissement de la population en âge de travailler, la fin d'une période d'assainissement des finances publiques, de même que la vigueur de certaines branches d'activité, comme le commerce, les services aux entreprises, les services professionnels scientifiques et techniques, les assurances et le tourisme expliquent en bonne partie les performances des dernières années dans la RMR de Québec

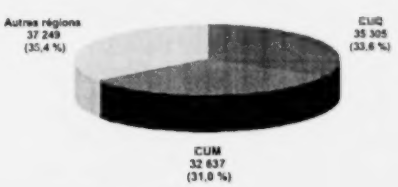
L'INDUSTRIE GOUVERNEMENTALE

Malgré certaines fluctuations annuelles, la baisse de l'emploi dans l'ensemble du secteur de l'administration publique observée depuis quelques années s'est confirmée encore en 1999. En effet, l'emploi dans l'administration publique est passé de 39 000 à 36 500 sur le territoire de la RMR de Québec entre 1998 et 1999. Par contre, si l'on ne considère que le groupe des employés du gouvernement du Québec, on peut noter une certaine reprise de l'embauche au cours des derniers mois. *Le portrait de l'effectif de la fonction publique du Québec, 1999*, réalisé par le Secrétariat du Conseil du trésor, montre qu'au 31 mars 1999, l'effectif total se chiffrait à 66 875 personnes en regard de 62 877 à la même date en 1998. Précisons que l'augmentation du volume total de l'effectif gouvernemental ne signifie pas nécessairement qu'il y ait eu embauche correspondante de personnel, puisque plusieurs facteurs peuvent contribuer à faire augmenter le volume de l'effectif. Ainsi, l'arrivée dans la fonction publique québécoise de 1 752 personnes provenant du gouvernement fédéral et de la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre, de même que les changements de statut de certains postes ou de certains organismes, peuvent faire varier le volume total de l'effectif. Il demeure, qu'après plusieurs années de réduction du nombre d'employés gouvernementaux, on constate une tendance vers la hausse, surtout pour les employés ayant le statut d'occasionnels.

En tenant compte des réserves mentionnées plus haut, la Commission de la capitale nationale estime, sur la base d'une enquête spécifique réalisée à tous les deux ans auprès de quelque 200 ministères et organismes gouvernementaux, (univers plus vaste que la seule fonction publique parce qu'il inclut notamment les sociétés d'État), que le nombre total d'employés travaillant pour les ministères et les organismes gouvernementaux du gouvernement du Québec est passé de 99 128 au 31 mars 1998 à 105 191 au 31 mars 2000, soit une augmentation brute de 6 063 personnes. L'évolution et la répartition de ces employés sur une base territoriale allaient comme suit : Communauté urbaine de Québec, 35 305 en mars 2000 en regard de 32 242 en 1998; Communauté urbaine de Montréal, 32 637 en regard de 29 383 en 1998; ailleurs au Québec, 37 503 en regard de 37 249 en 1998. Quant à la localisation des sièges sociaux, des 163 organismes gouvernementaux répertoriés, 95 se trouvaient dans la CUQ, 57 dans la CUM et 11 dans les autres régions.

Figure 12 :

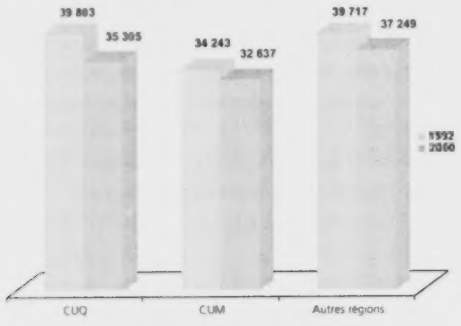
Effectif des ministères et organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 - Total de 105 191 personnes



Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000.
Enquête de la CCNQ auprès des organismes gouvernementaux, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 13 :

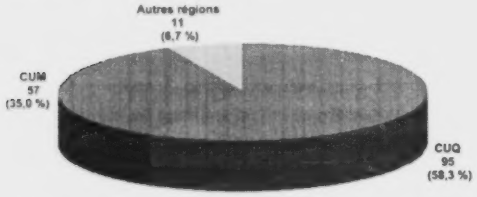
Évolution de l'effectif gouvernemental du 31 mars 1992 au 31 mars 2000 - Total de 113 769 personnes en 1992 et de 105 191 personnes en 2000



Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000; Enquête de la CCNQ auprès des organismes gouvernementaux, 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

Figure 14 :

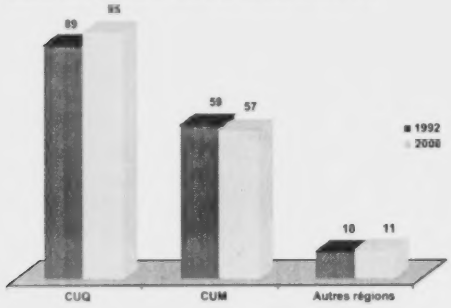
Répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux au 31 mars 2000 - Total de 163 organismes



Source : Enquête de la CCNQ auprès des organismes gouvernementaux, 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

Figure 15 :

Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes gouvernementaux du 31 mars 1992 au 31 mars 2000
Total de 158 organismes en 1992 et de 163 organismes en 2000

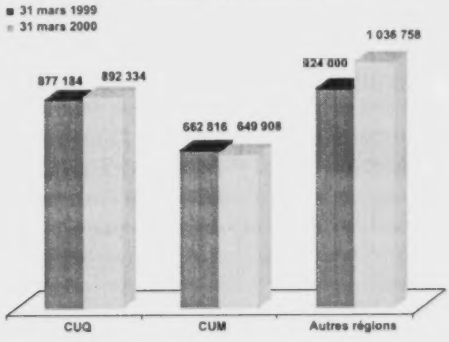


Source : Secrétariat à la capitale, 1993 (la localisation de sept sièges sociaux étaient inconnue); Enquête de la CCNQ auprès des organismes gouvernementaux, 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

Par ailleurs après une période de rationalisation et de restrictions budgétaires dans la gestion du parc immobilier gouvernemental qui s'est soldée par un taux d'espaces vacants de moins de 2 % au 31 mars 2000, alors qu'il était de 6,7 % en 1996 – une élimination de 5 millions de pieds carrés d'espaces excédentaires depuis 5 ans et une économie de 230 M$ – la Société immobilière du Québec a connu une augmentation de ses superficies locatives totales qui sont passées de 2 464 000 mètres carrés en 1999 à 2 579 000 mètres carrés aux 31 mars 2000. Cette augmentation est attribuable en partie aux nouvelles méthodes de mesurage qui ont ajouté 111 500 mètres au 1er avril 1999, au fait que de nouveaux clients gou-

Figure 16 :

Évolution et répartition du parc immobilier gouvernemental du 31 mars 1999 au 31 mars 2000 (en mètres carrés)



Source : Société immobilière du Québec, 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

vernementaux ont été assujettis à la Société par décret gouvernemental et au fait que le gouvernement du Québec a eu de nouveaux besoins à satisfaire. La répartition territoriale de ces superficies est la suivante : Communauté urbaine de Québec, 34,6 % en mars 2000 contre 35,6 % en mars 1999; Communauté urbaine de Montréal, 25,2 % en mars 2000 contre 26,9 % en mars 1999 : autres régions, 40,2 % en mars 2000 contre 37,5 % en mars 1999.

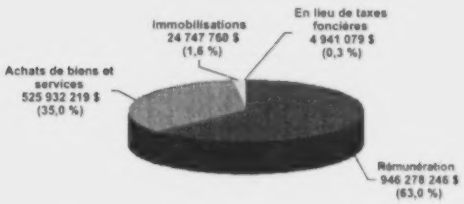
La Société a des projets de construction de plus de 400 M$ dont le Palais des Congrès de Montréal (239,4 M$). Dans l'agglomération de la capitale, le stationnement d'Youville, à Québec, fait l'objet d'un investissement de 6,7 M$. De plus, deux édifices seront rénovés dans le Vieux-Québec : l'Édifice Jean-Baptiste-De La Salle et l'Édifice Thaïs-Lacoste-Frémont, au coût de 12,9 M$. La Société a également fait des acquisitions importantes à Québec récemment, soit Place Québec et le Complexe La Laurentienne.

Avec un parc immobilier de près d'un million de mètres carrés et un personnel de près de 400 employés dans l'agglomération de Québec, la Société est un partenaire économique important dans le développement de la capitale nationale.

La fin d'une période d'assainissement des finances publiques, une certaine reprise de l'embauche de personnel dans les ministères et les organismes du gouvernement du Québec et la consolidation du parc immobilier gouvernemental devraient avoir un effet positif sur l'économie de la capitale.

Figure 17 :

Dépenses de fonctionnement et d'investissement reliées à la présence des ministères et organismes budgétaires du gouvernement du Québec dans la CUQ, en 1995-1996 - Total de 1 501 899 304 $



Source : Contrôleur des finances (Sygbec)
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

L'industrie gouvernementale demeure une valeur sûre pour l'économie de l'agglomération de la capitale. Selon une étude menée par la Commission de la capitale nationale, l'industrie gouvernementale associée à la présence des institutions de l'État dans la capitale est à la base de 25 % des emplois dans l'agglomération de la capitale. Elle avait généré, pour l'année 1995-1996 seulement, des dépenses de 1,5 G$ en salaires et en achats de biens et de services. Les fonctions de capitale sont également responsables d'une partie du tourisme d'affaire. Elles favorisent la tenue d'événements majeurs tels que la tenue à Québec du Sommet des Amériques en 2001 et expliquent la présence de centres de recherche liés à l'activité gouvernementale. Le Conseil de la science et de la technologie, dans un avis au gouvernement intitulé *L'État acteur de l'innovation* et publié en juin 1999, souligne le potentiel méconnu de cette industrie où se déroule une portion importante des activités de recherche ainsi que des activités scientifiques et techniques. Enfin, depuis sa création il y a cinq ans, la Commission de la capitale nationale a généré des dépenses d'investissement de l'ordre de 50 M$, sans compter les dépenses de ses partenaires dans les différents projets qu'elle a conduits.

LA CULTURE

La culture et la richesse patrimoniale de Québec, supports indispensables à l'industrie touristique régionale, génèrent une importante activité économique. Un rapport de l'Institut de la statistique du Québec[2], publié en mars 2000, montre que les dépenses culturelles brutes (internes et externes) de l'administration publique au titre de la culture s'élevaient à 179,9 M$ dans la région administrative de Québec en 1998-1999. Cela représente 24,4 % des dépenses à l'échelle du Québec. Dans la région administrative de Montréal, les mêmes dépenses atteignaient 381,3 M$ pour la même année, soit 51,6 % du total québécois. Sur une base par habitant, ces

2. Dépenses, recettes autonomes et emplois de l'administration publique au titre de la culture, de 1993-1994 à 1998-1999, Institut de la statistique du Québec, avril 2000.

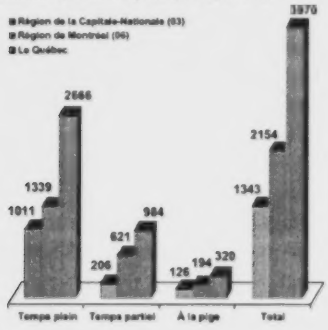
dépenses sont évaluées à 278,47 $ dans la région administrative de Québec et à 211,02 $ dans celle de Montréal.

En ce qui a trait aux emplois, les données étaient les suivantes en mars 1999 : 1 343 emplois dans la région administrative de Québec, dont 1 011 à temps complet, ce qui équivaut à 33,8 % de ces emplois à l'échelle québécoise, et 2 154 dans la région administrative de Montréal, dont 1 339 à temps complet, soit 54,3 % du total québécois.

L'industrie culturelle s'avère un apport appréciable à l'économie de la capitale.

Figure 18 :

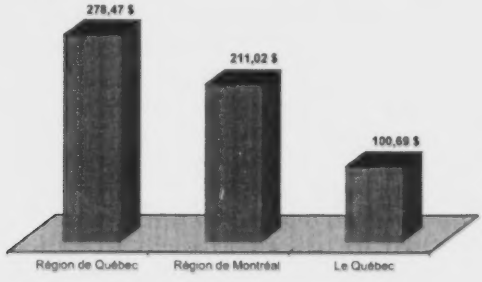
Emploi de l'administration publique québécoise au titre de la culture, selon les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, de même qu'au Québec, en 1999



Source : Institut de la statistique du Québec, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Figure 19 :

Dépenses internes et externes par habitant, au titre de la culture, de l'administration publique québécoise pour certains territoires, 1998-1999



Source : Dépenses, recettes autonomes et emplois de l'administration publique au titre de la culture, de 1994-1995 à 1998-1999, Institut de la statistique du Québec, mars 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Les composantes de l'activité culturelle et leurs retombées économiques sont souvent méconnues, notamment à cause de l'absence d'outils statistiques pour en mesurer l'ampleur. C'est pour corriger cette situation que le ministère de la Culture et des Communications a annoncé cette année la création d'un *Observatoire de la culture et des communications* qui aura notamment pour mandat de tenir à jour un corpus de statistiques et d'analyses pour ce secteur de l'activité économique.

LA HAUTE TECHNOLOGIE

L'année 1999 a été une année de consolidation dans l'agglomération de la capitale nationale, après la création, en 1998, d'un ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie ainsi que l'annonce de la mise sur pied d'une Cité de l'optique et d'un Centre national des nouvelles technologies. L'agrandissement des locaux de l'Institut national d'optique, la création d'un Centre d'expertise sur les produits nutraceutiques et la croissance des activités du Centre de développement de la géomatique et des centres de recherche en milieu hospitalier figurent également au nombre des développements en matière de haute technologie au cours de la dernière année. Le parc technologique a aussi consolidé son plan de relance en modifiant notamment son statut d'entreprise et en accueillant plusieurs nouvelles entreprises.

Les secteurs de la haute technologie et du haut savoir consolident leurs acquis dans l'agglomération de la capitale.

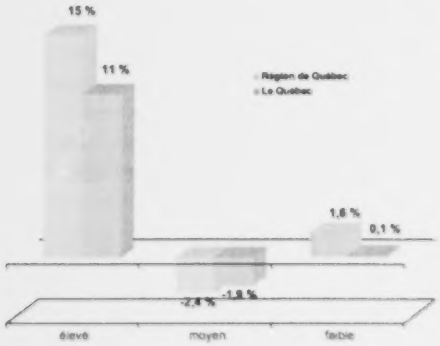
Par ailleurs, beaucoup de travail reste à faire pour faire de la région de la capitale nationale une technorégion de classe mondiale. Selon les données du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ) et du ministère de l'Industrie et du Commerce

publiées dans le *Profil économique régional 1998*, il y avait 74 entreprises de haute technologie dans la région métropolitaine de Québec en mars 1998, soit 13,4 % des entreprises de haute technologie à l'échelle québécoise. En guise de comparaison, il y avait au même moment 375 entreprises de haute technologie dans la région du Grand Montréal, ce qui équivalait à 67,8 % des entreprises de cette catégorie au Québec.

Sur le chapitre de l'emploi, les entreprises de haute technologie fournissaient du travail à 1 723 personnes dans la région métropolitaine de Québec en mars 1998, ce qui équivalait à 3,3 % des emplois en haute technologie du Québec. Dans la région du Grand Montréal, les entreprises de haute technologie donnaient du travail à 45 206 personnes, c'est-à-dire 86,7 % des emplois en haute technologie du Québec.

Ces chiffres montrent que la proportion d'emplois de haute technologie, notamment dans le secteur manufacturier, demeure modeste dans l'agglomération de la capitale nationale par rapport à celle de Montréal dont l'économie est moins axée sur le secteur tertiaire. Par contre, la région dispose de plusieurs atouts pour s'adapter aux exigences de la nouvelle économie du savoir. C'est ce que montrent d'ailleurs certaines données sur l'évolution de l'emploi selon le niveau de savoir. Ainsi, entre 1991 et 1996, les emplois nécessitant un niveau de savoir élevé ont augmenté de 15,0 % dans la région administrative de Québec en regard de 11,0 % pour l'ensemble du Québec. Dans la perspective de diversification économique de la capitale nationale, plusieurs organismes, comme la Société de promotion économique du Québec métropolitain (SPQM) et le Groupe d'action pour l'avancement technologique et industriel des régions de Québec et Chaudière-Appalaches (GATIQ-CA), multiplient les initiatives de promotion et de développement des technologies. Les entreprises innovantes, pour leur part, bénéficient de l'assistance financière de différents organismes, notamment du Fonds de diversification de l'économie de la capitale nationale administré par le Bureau de la Capitale-Nationale et de la Société Innovatech Québec Chaudière-Appalaches. De plus, certaines entreprises bénéficient de subventions à l'emploi technologique sous forme d'exemption fiscale applicable à une zone particulière du territoire, comme le Centre national des nouvelles technologies de Québec (CNNT). Enfin, les technologies de l'information et l'industrie de l'optique-photonique font l'objet d'une attention particulière et le GATIQ est à mettre au point une stratégie de développement et de mise en œuvre du secteur du multimédia.

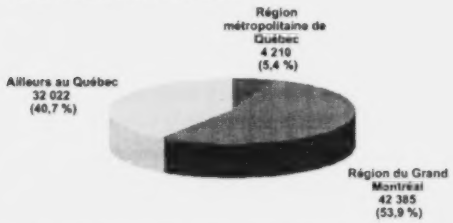
Figure 20 :
Évolution comparée de l'emploi selon le niveau de savoir pour la région de Québec et le Québec, 1991-1996



Source : Développement des ressources humaines Canada, région de Québec, 1999.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.
Note : On retrouve le mode de classification des emplois de « haut savoir » au tableau 24.

Figure 21 :

Répartition des emplois reliés aux établissements de haute technologie et de moyenne-haute technologie au Québec en mars 1998 - Total de 78 617 emplois



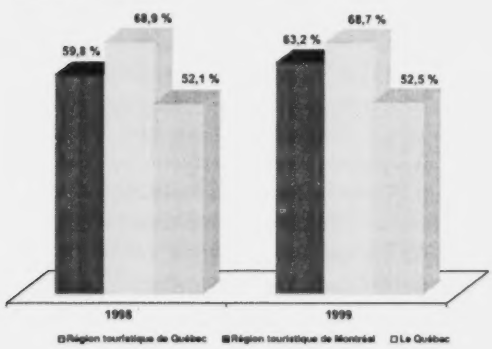
Source : Centre de recherche industrielle du Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce
Compilation : Direction de l'analyse des PME et des régions du MIC, 1998;
Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

LE TOURISME

Grâce au potentiel touristique de l'agglomération de la capitale, à la santé générale de l'économie et à des taux de change favorables, le tourisme a connu une autre excellente année en 1999, le taux d'occupation moyen passant de 59,8 % en 1998 à 63,2 % en 1999, alors que ces taux

Figure 22 :

Évolution du taux d'occupation moyen des établissements hôteliers de 1998 à 1999



Source : Institut de la statistique du Québec, 2000; Tourisme Québec, 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

demeuraient les mêmes dans la région de Montréal et dans l'ensemble du Québec. Avec le maintien d'un taux moyen annuel d'occupation autour de 60 % dans les hôtels, la tenue de grands congrès internationaux et la popularité croissante des croisières et des grands événements, la capitale s'affirme de plus en plus comme une destination touristique internationale. En conséquence, le milieu hôtelier s'est enrichi de plusieurs centaines de nouvelles chambres, dernièrement, et les projets se multiplient pour les prochaines années. Le choix de Québec pour la tenue d'événements aussi prestigieux que le Sommet des Amériques, en 2001, le congrès mondial de l'Association internationale des parcs scientifiques et des technopoles en 2002, ainsi que les Jeux internationaux des policiers et pompiers, en 2005, illustrent également l'attrait de Québec sur la scène internationale.

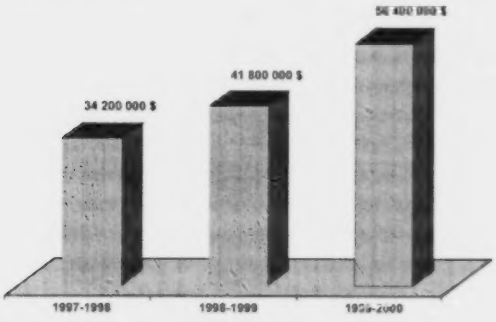
Québec continue de renforcer sa position comme destination touristique internationale.

Les retombées économiques du tourisme d'affaires et de congrès sont de plus en plus importantes dans l'agglomération de la capitale nationale. Les statistiques publiées par la Société du Centre des congrès de Québec indiquent que pour l'année 1999-2000 les retombées économiques pour la région dues aux activités de la Société sont de 74 M$ dont 54 M$ en argent neuf, et que plus de 1 700 emplois sont tributaires de ces retombées. Par ailleurs, le nombre de délégués à des congrès tenus dans des établissements de la capitale a été de 435 959 en 1999 et pourrait dépasser les 450 000 en 2000, année pour laquelle l'Office du tourisme et des congrès de la Communauté urbaine de Québec (OTC-CUQ) prévoit une hausse de la fréquentation touristique.

Une enquête de Léger Léger, pour le compte de l'OTCCUQ, sur les clientèles touristiques de la région touristique de Québec révélait, en avril 2000, que les dépenses par séjour étaient passées de

Figure 23 :

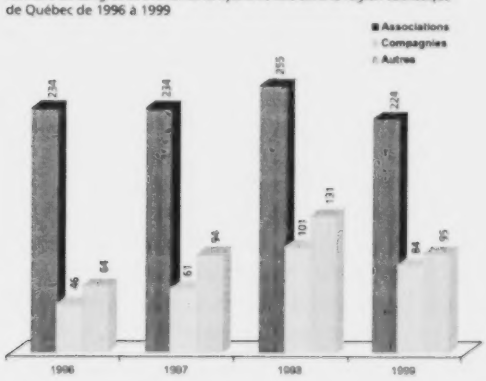
Impact économique net (argent neuf) du Centre des congrès de Québec de 1997 à 2000



Source : Société du Centre des congrès de Québec, octobre 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

Figure 24 :

Nombre de congrès et événements ayant eu lieu dans la région touristique de Québec de 1996 à 1999

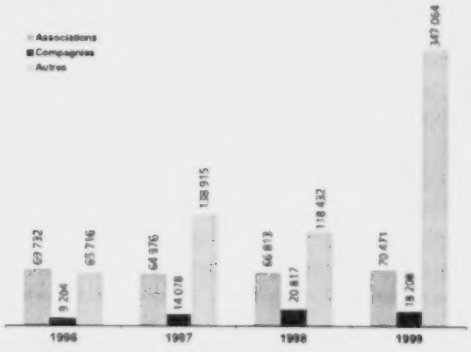


Source : OTCCUQ, Secteur développement, 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

468 $ à 552 $ de 1995 à 1999. Par ailleurs, une autre étude, celle-là effectuée par Tourisme Québec, *Le tourisme au Québec en 1999,* montrait que les dépenses totales des touristes dans la région touristique de Québec en 1999 se chiffraient à 916 000 000 $ soit 20,4 % du total québécois. Le nombre de nuitées était pour sa part de 10 123 000 soit 15,8 % de l'ensemble des régions, et le volume total des touristes de 3 616 000 soit 16,9 % du Québec.

Figure 25 :

Nombre de délégués dans la région touristique de Québec de 1996 à1999

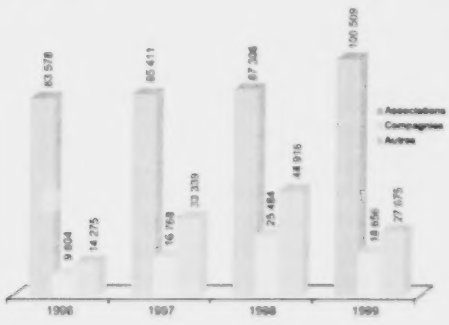


Source : OTCCUQ, Secteur développement, 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000
Note : L'augmentation du nombre de délégués dans la catégorie Autres, en 1999, est partiellement due à un changement dans la classification.

L'amélioration annoncée des infrastructures d'accueil des navires de croisière dont le nombre d'escales et de passagers augmente chaque année, voisinant maintenant 70 escales et 50 000 passagers en 2000, renforcera l'apport de ce secteur de l'industrie touristique. Selon le Secrétariat à la mise en valeur du Saint-Laurent, le Saint Laurent accueillera dans ses eaux 15 compagnies offrant plus de 25 types de croisières durant la saison des croisières de l'an 2000[3].

Figure 26 :

Nombre de nuitées dans la région touristique de Québec de 1996 à 1999



Source : OTCCUQ, Secteur développement, 2000
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

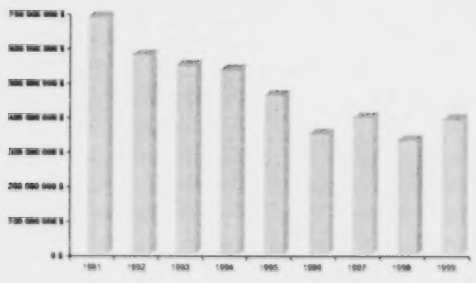
3. *Croisières sur le Saint-Laurent. Le fleuve Saint-Laurent, destinations et escales, année 2000.* Secrétariat à la mise en valeur du Saint-Laurent, Gouvernement du Québec, 2000.

La Commission de la capitale nationale du Québec, pour sa part, par des interventions d'aménagement, d'embellissement et de promotion, apporte sa contribution à l'essor de l'industrie touristique. L'Entente sur la mise en valeur de la capitale, qui a été signée avec la Ville de Québec en 1999, prévoit d'ailleurs la réalisation de projets totalisant près de 30 M$ sur trois ans. Enfin, l'amélioration de la desserte aérienne de la région de la capitale nationale, ainsi que les investissements annoncés dans les équipements régionaux majeurs, tels le Jardin zoologique du Québec et l'Aquarium du Québec, la revitalisation du centre de Québec et à plus long terme, la renaturalisation de la rivière Saint-Charles et la rénovation des « anciennes casernes » sont tous des projets dont bénéficiera sans doute l'industrie touristique de Québec.

L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

L'industrie de la construction et le marché immobilier dans l'agglomération de la capitale ont connu, au cours de l'année 1999, une relance qui s'est confirmée dans la première moitié de cette année. L'effervescence observée dans le secteur de la Basse-Ville de Québec est devenue le symbole de cette relance.

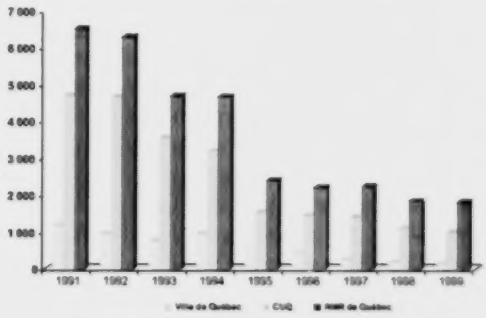
Figure : 27
Évolution de la valeur des permis de construire dans la CUQ de 1991 à 1999



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active.
Compilation effectuée par le Centre des ressources humaines du Canada et par Emploi-Québec.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Dans la Communauté urbaine de Québec, la valeur des permis de construire est passée de 328,7 M$ en 1998 à 389,4 M$ en 1999, soit une hausse de 18,5 %, après avoir connu une baisse de 20,2 % en 1998. Le nombre de mises en chantier résidentielles dans la RMR de Québec a cependant poursuivi la baisse observée depuis plusieurs années, passant de 1 845 en 1998 à 1 814 en 1999, une baisse de 1,7 %. Cette diminution est cependant moindre qu'en 1998 alors quelle était de 17,4 %. Ce sont les territoires de la CUQ et de la ville de Québec qui ont été le plus affectés avec des baisses respectives de 11,0 % et de 23,3 %.

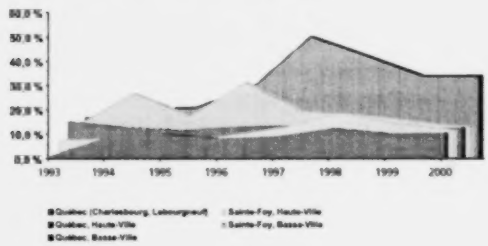
Figure 28 :
Évolution du nombre des mises en chantier résidentielles de 1991 à 1999



Source : Municipalités (permis de construire),
Société canadienne d'hypothèques et de logement (mises en chantier).
Compilation : Communauté urbaine de Québec,
Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Par ailleurs, le marché de la revente des maisons tend vers l'équilibre et les taux d'inoccupation sont à la baisse selon la firme d'évaluateurs agréés Racine, Larochelle et associés. Ainsi, le taux d'inoccupation, d'avril à juin, pour les édifices à bureaux de 10 000 pieds carrés et plus est passé respectivement de 20,1 % à 16,5 % et à 16,3 % durant les années 1998, 1999, 2000. Pour le secteur de la Basse-Ville, le taux est passé respectivement de 42,3 % à 34,2 % et à 34,1 %.

Figure 29:
Taux d'inoccupation (%) des édifices à bureaux de 10 000 pieds carrés et plus depuis 1993 (avril, mai, juin)

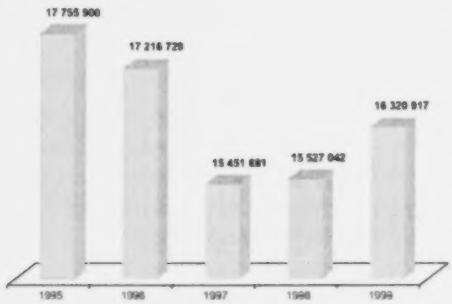


Source : Racine, Larochelle et associés, évaluateurs agréés, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

LES TRANSPORTS

Le volume des activités de transbordement au Port de Québec a augmenté de 5,1 % en 1999 par rapport à 1998, passant de 15 527 042 à 16 320 917 tonnes métriques. Par ailleurs, le nombre de passagers embarqués et débarqués à l'aéroport international Jean-Lesage a diminué en 1999 en regard de 1998, passant de 663 418 à 655 392. Ce nombre est cependant supérieur aux 628 709 passagers enregistrés en 1997.

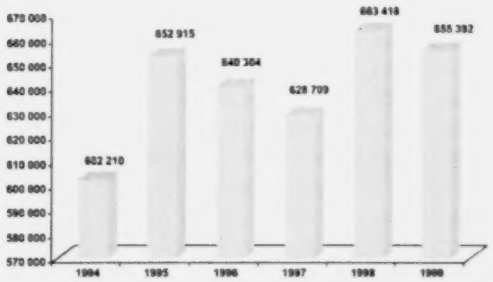
Figure 30 :
Évolution du tonnage réalisé au port de Québec de 1995 à 1999



Source : Société du port de Québec, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Plusieurs projets relatifs aux infrastructures de transport ont connu un déblocage au cours de la dernière année. Le regroupement des transporteurs aériens régionaux pour le Québec et les Maritimes a entraîné la fermeture d'un siège social à Québec (Air-Alliance) et la création d'une nouvelle société, Air Nova, ayant une division à Québec, mais dont le siège social a été établi à Halifax. Entre-temps, après de longues négociations, Transports Canada a cédé la gestion de l'aéroport international Jean-Lesage à la Société aéroportuaire de Québec et différents scénarios sont étudiés pour augmenter les liaisons aériennes entre Québec et différents centres urbains.

Figure 31 :
Passagers embarqués et débarqués à l'aéroport international Jean-Lesage de 1994 à 1999



Source : Transports Canada, aéroport international Jean-Lesage, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

En outre, sur le chapitre des infrastructures portuaires, le Port de Québec investit dans l'amélioration de ses installations, notamment par l'aménagement d'infrastructures d'accueil pour les navires de croisière qui représentent un potentiel touristique à développer.

Sur le chapitre du transport terrestre, le projet de train à grande vitesse TGV reliant éventuellement Windsor à Québec semble au point mort.

Par contre, le plan de transport de l'agglomération de la capitale nationale qui a été déposé en avril dernier propose des moyens d'améliorer l'important réseau

d'infrastructures de l'agglomération, de maximiser la sécurité des passagers, d'assurer la fluidité de la circulation et l'amélioration du transport en commun.

Sur le chapitre du transport en commun, en juillet 2000, le rapport d'un comité technique formé par les divers organismes de transport en commun concernés par les liens interrives et le transport collectif dans l'agglomération de la capitale nationale proposaient :

- les axes structurants sur lesquels il faudra appuyer le développement du transport en commun;
- l'implantation de deux centres d'échanges sur la Rive-Sud, soit à l'extrémité des ponts et à la traverse Québec-Lévis, ainsi qu'une meilleure utilisation du centre d'échanges sur la Rive-Nord, à l'Université Laval, afin de permettre aux usagers de transférer d'un réseau à un autre;
- l'augmentation de la fréquence du service;
- l'établissement de trajets plus directs.

Le ministre délégué aux transports a demandé au Comité directeur de lui proposer diverses hypothèses de financement de ce projet de réseau régional de transport collectif, de sorte que ses premiers éléments puissent être mis en œuvre au début de 2001.

Le dépôt de ce rapport constitue une étape dans la concrétisation de ce volet du Plan de transport de l'agglomération de la capitale nationale du Québec.

Un comité de suivi présidé par le ministre délégué sera chargé de la mise en œuvre des actions prévues dans le plan de transport pour les cinq prochaines années.

Enfin, une étude en cours tentera de déterminer la faisabilité d'un système de transport collectif léger sur rail dans les corridors correspondant sensiblement à ceux du métrobus actuel, avec terminus à Charlesbourg, Sainte-Foy et Beauport.

La Commission de la capitale nationale, dans le cadre de ses attributions, contribue pour sa part à l'embellissement des voies d'accès à la capitale, notamment par l'illumination des ponts, par l'installation de panneaux de signalisation sur les artères menant à la capitale et par l'amélioration des voies de circulation voisinant la colline Parlementaire. Le corridor du littoral fluvial qui longe le boulevard Champlain fait pour sa part l'objet d'un plan d'aménagement et de mise en valeur conçu en collaboration avec les partenaires concernés.

LE MONDE MUNICIPAL

Le monde municipal est actuellement le théâtre de grands débats portant sur la réforme municipale initiée par le gouvernement. Les pièces législatives majeures pour l'agglomération de la capitale sont d'abord le projet de loi 124 sur l'organisation territoriale municipale adopté en juin dernier et qui présente notamment le cadre de regroupements éventuels des municipalités dans l'ensemble du Québec, mais surtout le projet de loi 170 proposant la création d'une grande ville sur chacun des territoires les plus urbanisés de la rive nord (CUQ) et de la rive sud (ces villes compteraient respectivement 8 et 3 arrondissements), ainsi que la création d'une Communauté métropolitaine de Québec qui engloberait ces deux villes et les MRC avoisinantes. La loi définit également les compétences et le mode de fonctionnement de ces nouvelles entités municipales. Un comité de transition serait chargé de préparer la mise en application de la loi.

Le présent document se limite, dans le compendium qui suit, à dresser le tableau détaillé des données fiscales et budgétaires d'une quarantaine de municipalités de la RMR concernées par ce projet de communauté métropolitaine de Québec.

Le compendium qui suit est constitué de 54 tableaux statistiques couvrant autant d'aspects du développement de l'agglomération de la capitale nationale. Il se divise en deux sections. La première regroupe 36 tableaux contenant des statistiques socioéconomiques issues d'enquêtes, de rapports annuels et d'études récentes réalisées par différents ministères et organismes. La deuxième partie regroupe 18 tableaux confectionnés à partir des données des deux derniers recensements. Ces tableaux portent essentiellement sur les caractéristiques du territoire, de la population et du marché du travail.

Première partie (enquêtes annuelles et études récentes)

1. Le marché du travail
   - 1.1 Les caractéristiques de la population active
   - 1.2 Les emplois selon les branches d'activité
2. Les investissements publics et privés
3. La recherche et le développement
4. La construction
5. Les transports
   - 5.1 L'aéroport
   - 5.2 Le port
6. Quelques secteurs d'activité économique
   - 6.1 L'industrie gouvernementale
   - 6.2 La culture
   - 6.3 La haute technologie
   - 6.4 Le tourisme
7. Les finances municipales
8. L'immigration
9. Le solde migratoire de la population

Deuxième partie (données des recensements de 1991 et 1996)

10. Le territoire
11. La population
    - 11.1 L'évolution de la population
    - 11.2 La population selon les groupes d'âge
    - 11.3 La connaissance des langues française et anglaise
    - 11.4 La population immigrante
    - 11.5 La présence des minorités visibles
    - 11.6 Le niveau de scolarité
    - 11.7 Les revenus
    - 11.8 Les dépenses
    - 11.9 Le marché du travail

Compendium

PREMIÈRE PARTIE

(Enquêtes annuelles et études récentes)

1. LE MARCHÉ DU TRAVAIL

1.1 Les caractéristiques de la population active

Tableau 1 :

Les caractéristiques de la population active des dix plus importants centres urbains du Canada en 1999

RMR	Population adulte (en nbre)	Population active (en nbre)	Emplois (en nbre)	Chômage (en nbre)	Taux de chômage (en %)	Taux d'activité (en %)	Taux d'emploi (en %)
Toronto	3 751 200	2 546 300	2 390 800	155 600	6,1	67,9	63,7
Montréal	2 776 300	1 812 900	1 656 200	156 700	8,6	65,3	59,7
Vancouver	1 650 700	1 090 100	1 005 400	84 700	7,8	66,0	60,9
Ottawa-Hull	845 700	581 300	543 800	37 500	6,5	68,7	64,3
Calgary	738 800	549 900	519 300	30 600	5,6	74,4	70,3
Edmonton	726 000	513 200	483 100	30 100	5,9	70,7	66,5
Québec	560 700	349 000	319 600	29 400	8,4	62,2	57,0
Winnipeg	535 100	366 800	345 700	21 100	5,8	68,5	64,6
Hamilton	531 700	341 700	325 000	16 700	4,9	64,3	61,1
London	332 500	226 400	211 300	15 100	6,7	68,1	63,5
Le Québec	5 893 300	3 701 600	3 357 400	344 200	9,3	62,8	57,0
Le Canada	23 969 000	15 721 200	14 531 200	1 190 100	7,6	65,6	60,6

Sources : Statistique Canada, Cansim (les données de l'emploi et du chômage sont arrondies au millième).

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 2 :

Les caractéristiques de la population active dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, de 1989 à 1999

RMR de Québec	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Pop. de 15 ans et plus (en milliers)	505,3	514,7	523,6	530,7	537,9	543,2	547,1	550,9	554,1	557,2	560,7
Population active (en milliers)	321,4	341,6	347,1	344,5	340,8	354,2	341,8	350,1	343,1	354,6	349,0
Emploi (en milliers)	298,1	315,3	313,2	305,7	302,6	313,9	306,0	312,1	307,1	324,5	319,6
Plein temps (en milliers)	242,8	259,8	256,6	248,2	243,1	254,1	247,7	251,2	247,2	265,7	259,0
Temps partiel (en milliers)	55,3	55,6	56,7	57,5	59,5	59,9	58,3	60,9	59,9	58,7	60,6
Chômage (en milliers)	23,3	26,2	33,9	38,8	38,1	40,2	35,8	38,1	36,0	30,2	29,4
Population inactive (en milliers)	183,9	173,2	176,4	186,2	197,1	189,1	205,3	200,8	211,0	202,6	211,7
Taux d'activité (en %)	63,6	66,4	66,3	64,9	63,4	65,2	62,5	63,6	61,9	63,6	62,2
Taux de chômage (en %)	7,2	7,7	9,8	11,3	11,2	11,3	10,5	10,9	10,5	8,5	8,4
Taux d'emploi (en %)	59,0	61,3	59,8	57,6	56,3	57,8	55,9	56,7	55,4	58,2	57,0

RMR de Montréal	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Pop. de 15 ans et plus (en milliers)	2 567,1	2 589,1	2 611,8	2 638,8	2 662,9	2 679,9	2 699,2	2 717,0	2 734,0	2 754,6	2 776,3
Population active (en milliers)	1 706,6	1 711,3	1 711,5	1 701,4	1 704,4	1 711,4	1 713,4	1 732,3	1 748,8	1 788,9	1 812,9
Emploi (en milliers)	1 543,4	1 532,2	1 497,4	1 478,9	1 467,7	1 493,3	1 516,4	1 524,3	1 557,7	1 614,5	1 656,2
Plein temps (en milliers)	1 326,6	1 314,4	1 261,9	1 244,1	1 223,5	1 247,6	1 269,1	1 269,5	1 292,0	1 342,0	1396,6
Temps partiel (en milliers)	216,9	217,8	235,5	234,9	244,1	245,7	247,3	254,8	265,7	272,5	259,7
Chômage (en milliers)	163,2	179,1	214,1	222,5	236,7	218,1	197,0	208,0	191,1	174,4	156,7
Population inactive (en milliers)	860,5	877,8	900,3	937,4	958,5	968,5	985,8	984,7	985,1	965,7	963,4
Taux d'activité (en %)	66,5	66,1	65,5	64,5	64,0	63,9	63,5	63,8	64,0	64,9	65,3
Taux de chômage (en %)	9,6	10,5	12,5	13,1	13,9	12,7	11,5	12,0	10,9	9,7	8,6
Taux d'emploi (en %)	60,1	59,2	57,3	56,0	55,1	55,7	56,2	56,1	57,0	58,6	59,7

RMR d'Ottawa-Hull	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Pop. de 15 ans et plus (en milliers)	720,2	737,6	754,7	770,3	785,0	793,7	802,0	809,9	820,2	833,2	845,7
Population active (en milliers)	519,7	531,0	539,3	539,0	538,1	549,1	543,3	542,5	553,6	556,4	581,3
Emploi (en milliers)	488,1	499,8	499,9	492,5	492,1	504,0	490,9	496,9	504,4	517,1	543,8
Plein temps (en milliers)	411,5	424,5	416,8	409,9	407,3	415,1	401,1	401,3	409,1	421,4	452,8
Temps partiel (en milliers)	76,6	75,3	83,1	82,5	84,8	88,8	89,8	95,7	95,2	95,7	91,0
Chômage (en milliers)	31,7	31,3	39,4	46,6	46,0	45,2	52,4	45,5	49,3	39,3	37,5
Population inactive (en milliers)	200,4	206,5	215,3	231,3	246,9	244,5	258,7	267,5	266,5	276,8	264,4
Taux d'activité (en %)	72,2	72,0	71,5	70,0	68,5	69,2	67,7	67,0	67,5	66,8	68,7
Taux de chômage (en %)	6,1	5,9	7,3	8,6	8,5	8,2	9,6	8,4	8,9	7,1	6,5
Taux d'emploi (en %)	67,8	67,8	66,2	63,9	62,7	63,5	61,2	61,4	61,5	62,1	64,3

Le Québec	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Pop. de15 ans et plus (en milliers)	5 393,9	5 457,4	5 518,9	5 577,2	5 631,5	5 675,2	5 720,2	5 764,3	5 807,3	5 849,7	5 893,3
Population active (en milliers)	3 456,0	3 504,3	3 507,2	3 483,4	3 505,2	3 537,2	3 554,5	3 569,2	3 606,2	3 660,2	3 701,6
Emploi (en milliers)	2 123,7	3 141,4	3 081,7	3 041,5	3 039,9	3 100,6	3 147,5	3 145,9	3 195,1	3 281,5	3 357,4
Plein temps (en milliers)	2 648,6	2 653,1	2 561,5	2 517,1	2 501,0	2 568,4	2 600,2	2 581,3	2 624,4	2 701,9	2 791,6
Temps partiel (en milliers)	475,1	488,3	520,2	524,4	538,9	532,2	547,3	564,6	570,7	579,6	565,8
Chômage (en milliers)	332,4	362,9	425,5	441,8	465,3	436,6	406,9	423,3	411,1	378,7	344,2
Population inactive (en milliers)	1 937,9	1 953,1	2 011,7	2 093,8	2 126,3	2 138,0	2 165,8	2 195,1	2 201,1	2 189,5	2 191,7
Taux d'activité (en %)	64,1	64,2	63,5	62,5	62,2	62,3	62,1	61,9	62,1	62,6	62,8
Taux de chômage (en %)	9,6	10,4	12,1	12,7	13,3	12,3	11,4	11,9	11,4	10,3	9,3
Taux d'emploi (en %)	57,9	57,6	55,8	54,5	54,0	54,6	55,0	54,6	55,0	56,1	57,0

Le Canada	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Pop. de 15 ans et plus (en milliers)	20 901,9	21 217,0	21 540,6	21 867,3	22 179,7	22 440,0	22 726,5	23 030,7	23 359,3	23 671,1	23 969,0
Population active (en milliers)	14 046,6	14 240,9	14 330,1	14 362,2	14 504,5	14 626,7	14 750,1	14 899,5	15 153,0	15 417,7	15 721,2
Emploi (en milliers)	12 986,4	13 084,0	12 850,7	12 760,0	12 857,5	13 111,7	13 356,9	13 462,6	13 774,4	14 140,4	14 531,2
Plein temps (en milliers)	10 808,6	10 851,4	10 504,9	10 376,7	10 374,8	10 617,0	10 833,8	10 883,0	11 139,7	11 466,6	11 849,2
Temps partiel (en milliers)	2 177,8	2 232,6	2 345,8	2 383,2	2 482,6	2 494,8	2 523,1	2 579,6	2 634,8	2 673,8	2 681,9
Chômage (en milliers)	1 060,2	1 156,9	1 479,5	1 602,3	1 647,0	1 514,9	1 393,1	1 436,9	1 378,6	1 277,3	1 190,1
Population inactive (en milliers)	6 855,3	6 976,1	7 210,5	7 505,1	7 675,2	7 813,3	7 976,5	8 131,1	8 206,2	8 253,4	8 247,8
Taux d'activité (en %)	67,2	67,1	66,5	65,7	65,4	65,2	64,9	64,7	64,9	65,1	65,6
Taux de chômage (en %)	7,5	8,1	10,3	11,2	11,4	10,4	9,4	9,6	9,1	8,3	7,6
Taux d'emploi (en %)	62,1	61,7	59,7	58,4	58,0	58,4	58,8	58,5	59,0	59,7	60,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, moyennes annuelles (compilation spéciale Emploi-Québec, mai 1999)
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 3 :

Les emplois selon les branches d'activité dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, de 1989 à 1999

Territoire	Emplois (en milliers)										
RMR de Québec	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Ensemble des industries	**298,1**	**315,3**	**313,2**	**305,7**	**302,6**	**313,9**	**306,0**	**312,1**	**307,1**	**324,5**	**319,6**
Secteur de la production de biens	**44,5**	**52,4**	**48,8**	**45,4**	**41,0**	**45,1**	**48,7**	**45,5**	**44,6**	**47,1**	**46,8**
Agriculture	0,0	1,8	1,8	0,0	0,0	2,2	0,0	1,9	0,0	1,5	0,0
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	0,0	2,9	0,0	2,1	2,3	0,0	2,0	0,0	2,0	2,5	0,0
Services publics	2,8	1,8	1,8	2,6	3,1	2,2	4,1	2,8	1,6	3,3	1,7
Construction	16,5	18,0	18,5	17,0	14,0	14,6	12,0	14,1	13,5	10,6	10,5
Fabrication	22,8	27,9	25,2	22,6	20,6	24,9	29,1	25,4	26,1	29,3	32,0
Secteur des services	**253,6**	**262,9**	**264,5**	**260,4**	**261,6**	**268,9**	**257,3**	**266,5**	**262,5**	**277,4**	**272,8**
Commerce	49,8	52,9	56,3	51,1	51,7	49,1	50,6	51,1	48,1	51,7	48,4
Transport et entreposage	12,5	10,4	11,9	13,2	13,0	8,8	11,7	11,6	11,4	14,3	14,6
Finances, assurances, immobilier et location	23,9	23,8	26,2	23,2	25,8	23,5	22,4	25,6	26,9	22,6	21,7
Services professionnels, scientifiques et techniques	10,2	11,7	12,6	13,0	14,1	15,3	17,8	14,7	16,8	20,2	25,1
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	6,8	7,2	7,5	7,4	8,0	8,8	6,4	8,6	8,0	9,8	11,5
Services d'enseignement	24,1	24,5	21,5	22,2	22,4	25,9	21,5	29,7	27,9	26,3	23,3
Soins de santé et assistance sociale	37,9	38,2	43,0	39,6	39,9	42,3	43,6	38,1	37,3	43,4	39,5
Information, culture et loisirs	11,5	11,3	10,7	10,6	7,1	11,7	10,8	12,2	11,6	9,9	10,4
Hébergement et restauration	17,6	22,6	22,1	22,1	21,6	21,2	19,6	18,2	20,2	22,1	24,5
Autres services	23,9	18,8	14,2	18,1	19,1	14,7	16,6	17,4	14,4	18,2	17,3
Administration publique	35,2	41,4	38,5	39,7	38,9	47,6	36,4	39,3	40,1	39,0	36,5
RMR de Montréal	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Ensemble des industries	**1 543,4**	**1 532,2**	**1 497,4**	**1 478,9**	**1 467,7**	**1 493,3**	**1 516,4**	**1 524,3**	**1 557,7**	**1 614,5**	**1 656,2**
Secteur de la production de biens	**438,6**	**429,3**	**378,0**	**371,3**	**355,9**	**359,5**	**365,4**	**360,9**	**363,5**	**386,0**	**404,5**
Agriculture	8,0	8,5	8,9	5,5	6,2	7,0	6,1	7,0	3,5	7,5	6,9
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	4,4	6,6	4,9	3,1	3,2	4,1	5,1	6,0	2,6	5,2	2,7
Services publics	13,7	17,7	16,7	16,0	14,7	13,2	14,0	16,4	16,1	14,2	13,0
Construction	80,4	82,7	64,1	65,9	61,4	62,9	62,2	60,7	52,4	52,4	55,6
Fabrication	332,2	313,8	283,4	280,9	270,4	272,3	277,9	270,9	288,9	306,8	326,2
Secteur des services	**1 104,9**	**1 102,9**	**1 119,4**	**1 107,6**	**1 111,8**	**1 133,8**	**1 151,0**	**1 163,4**	**1 194,2**	**1 228,5**	**1 251,8**
Commerce	261,4	254,2	262,3	253,3	236,3	250,8	257,1	250,7	257,1	253,7	267,7
Transport et entreposage	102,5	93,5	83,1	81,8	78,0	81,0	86,1	79,6	85,3	85,3	87,1
Finances, assurances, immobilier et location	105,2	104,7	108,7	106,2	108,9	106,8	115,0	117,6	107,3	97,6	101,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	74,7	70,6	82,4	80,8	79,2	86,7	83,3	89,3	106,9	126,2	124,7
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	39,1	39,3	36,5	36,5	38,0	44,3	49,8	50,9	51,2	60,3	56,2
Services d'enseignement	93,1	91,4	94,0	97,5	95,9	100,9	104,6	100,4	104,6	113,4	120,0
Soins de santé et assistance sociale	147,8	154,9	157,9	157,0	161,0	158,1	154,8	166,5	153,9	149,2	156,7
Information, culture et loisirs	62,1	66,6	62,9	62,6	68,1	66,9	71,6	77,3	84,9	88,6	94,4
Hébergement et restauration	72,0	79,3	79,2	78,0	81,3	84,7	78,8	85,8	86,2	95,6	84,8
Autres services	73,5	66,0	67,1	69,7	71,1	78,7	72,8	64,1	74,6	80,0	81,9
Administration publique	73,5	82,2	85,2	84,1	94,0	74,8	77,2	81,1	82,1	78,6	77,2
RMR d'Ottawa-Hull	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Ensemble des industries	**488,1**	**499,8**	**499,9**	**492,5**	**492,1**	**504,0**	**490,9**	**496,9**	**504,4**	**517,1**	**543,8**
Secteur de la production de biens	**62,0**	**60,9**	**57,9**	**53,0**	**59,1**	**58,9**	**56,2**	**51,0**	**55,1**	**59,6**	**68,4**
Agriculture	2,4	0,0	2,0	0,0	0,0	2,0	2,9	5,1	4,4	3,7	4,6
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	0,0	0,0	0,0	1,5	0,0	1,5	1,5	1,6	0,0	0,0	0,0
Services publics	2,5	1,8	2,6	2,8	2,2	2,9	2,3	1,8	0,0	0,0	2,3
Construction	24,9	28,5	24,0	20,9	26,2	26,8	19,8	18,4	18,3	20,3	20,8
Fabrication	31,0	28,9	28,0	26,5	28,6	25,6	29,7	24,1	30,7	33,6	40,1
Secteur des services	**426,1**	**438,9**	**442,0**	**439,5**	**433,0**	**445,0**	**434,6**	**445,9**	**449,2**	**457,6**	**475,4**
Commerce	62,9	68,8	66,7	62,4	59,9	64,6	58,2	64,6	65,3	66,8	66,8
Transport et entreposage	19,6	18,2	19,9	20,4	21,3	20,5	19,4	19,2	19,4	18,8	17,5

Tableau 3 :

Les emplois selon les branches d'activité dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, de 1989 à 1999 *(suite)*

Territoire	Emplois (en milliers)										
RMR d'Ottawa-Hull	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Finances, assurances, immobilier et location	27,9	33,8	29,2	30,6	26,4	28,8	25,8	32,2	27,9	27,7	28,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	30,2	28,8	32,7	29,5	33,9	35,7	37,4	38,9	46,0	48,4	54,0
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	15,0	14,9	16,1	18,1	18,2	17,4	18,6	18,1	17,5	20,6	24,1
Services d'enseignement	33,3	35,2	35,1	36,1	34,1	36,4	40,3	40,2	39,0	37,9	42,5
Soins de santé et assistance sociale	47,3	48,8	46,4	50,4	49,6	50,4	51,7	48,2	50,4	48,9	45,4
Information, culture et loisirs	35,8	29,7	28,8	29,2	25,9	28,5	27,9	30,2	30,7	32,6	29,1
Hébergement et restauration	26,1	24,6	28,9	26,7	26,6	29,3	28,2	29,3	29,1	33,0	34,8
Autres services	19,3	22,8	23,3	20,8	25,9	25,3	22,4	24,7	23,9	23,5	28,1
Administration publique	108,7	113,3	114,8	115,4	111,2	108,1	104,6	100,3	100,0	99,3	104,8
Le Québec	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Ensemble des industries	**3 123,7**	**3 141,4**	**3 081,7**	**3 041,5**	**3 039,9**	**3 100,6**	**3 147,5**	**3 145,9**	**3 195,1**	**3 281,5**	**3 357,4**
Secteur de la production de biens	**933,2**	**924,1**	**852,1**	**819,4**	**801,8**	**830,0**	**842,5**	**826,3**	**846,5**	**876,6**	**900,2**
Agriculture	68,1	67,1	67,1	63,2	65,7	74,1	68,1	66,5	62,8	68,5	62,6
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	46,7	48,1	45,4	41,1	37,1	43,0	46,4	41,5	41,7	45,8	37,6
Services publics	28,8	32,0	32,5	33,1	33,1	33,3	32,3	34,5	31,1	30,4	26,6
Construction	178,9	177,6	155,7	147,6	140,7	146,4	140,6	137,3	126,6	122,9	132,6
Fabrication	610,6	599,3	551,4	534,5	525,3	533,2	555,1	546,6	584,4	609,0	640,7
Secteur des services	**2 190,5**	**2 217,3**	**2 229,5**	**2 222,1**	**2 238,1**	**2 270,6**	**2 305,1**	**2 319,6**	**2 348,6**	**2 404,9**	**2 457,3**
Commerce	497,5	505,7	520,5	504,2	480,9	497,1	504,0	502,0	499,9	503,9	518,3
Transport et entreposage	164,2	153,4	146,6	143,2	142,3	144,7	147,6	146,2	153,2	159,8	162,8
Finances, assurances, immobilier et location	184,4	183,7	187,1	187,0	189,0	189,5	195,0	201,3	197,7	180,9	176,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	113,3	112,6	125,0	121,1	128,5	131,8	139,9	143,7	161,5	184,3	196,1
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	66,6	69,7	66,4	67,8	69,7	76,0	86,5	91,4	88,9	101,9	103,0
Services d'enseignement	205,0	203,2	197,8	207,9	208,7	216,0	222,4	224,9	219,6	229,2	233,4
Soins de santé et assistance sociale	313,0	328,3	335,2	340,1	344,3	343,2	349,0	343,6	332,8	330,7	347,7
Information, culture et loisirs	110,5	113,3	111,1	107,6	109,5	113,4	117,1	127,5	134,4	135,8	142,7
Hébergement et restauration	169,6	179,7	179,1	177,2	184,7	185,2	180,9	182,1	190,2	206,7	197,0
Autres services	170,2	159,5	147,6	148,9	157,8	164,1	158,3	155,5	165,9	173,6	178,9
Administration publique	196,1	208,0	213,2	217,1	222,7	209,6	204,4	201,4	204,5	198,2	200,9
Le Canada	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Ensemble des industries	**12 986,4**	**13 084,0**	**12 850,7**	**12 760,0**	**12 857,5**	**13 111,7**	**13 356,9**	**13 462,6**	**13 774,4**	**14 140,4**	**14 531,2**
Secteur de la production de biens	**3 838,5**	**3 764,7**	**3 522,2**	**3 402,2**	**3 339,0**	**3 399,0**	**3 476,5**	**3 487,8**	**3 585,5**	**3 691,4**	**3 785,8**
Agriculture	452,2	446,8	454,1	444,0	450,6	442,0	424,6	425,4	417,8	428,1	410,3
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	308,2	305,7	296,6	281,1	270,5	281,8	293,5	292,5	299,0	294,7	267,5
Services publics	136,7	142,5	143,8	144,0	137,3	126,5	123,9	124,7	116,7	115,8	115,8
Construction	811,8	817,2	736,0	711,6	694,3	728,5	729,1	714,0	729,6	738,9	774,8
Fabrication	2 129,7	2 052,5	1 891,8	1 821,5	1 786,4	1 820,3	1 905,5	1 931,1	2 022,4	2 113,8	2 217,4
Secteur des services	**9 147,9**	**9 319,2**	**9 328,4**	**9 357,8**	**9 518,5**	**9 712,7**	**9 880,4**	**9 974,8**	**10 188,9**	**10 449,0**	**10 745,4**
Commerce	2 054,3	2 076,8	2 062,0	2 044,3	2 039,5	2 077,6	2 096,6	2 103,7	2 128,8	2 156,1	2 248,3
Transport et entreposage	664,3	647,2	624,8	611,7	621,3	649,9	664,3	674,3	697,8	716,4	744,5
Finances, assurances, immobilier et location	815,6	848,1	844,9	836,6	840,9	833,9	853,5	868,9	874,3	854,2	862,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	554,6	573,7	603,6	590,4	618,2	641,4	672,6	702,2	779,7	849,5	905,0
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	310,1	310,8	316,2	325,8	343,0	366,5	405,4	423,9	443,0	480,7	507,2
Services d'enseignement	832,9	846,1	860,7	887,6	909,4	928,9	929,5	908,4	914,1	935,0	982,6
Soins de santé et assistance sociale	1 230,7	1 284,7	1 312,7	1 329,4	1 355,7	1 367,7	1 390,5	1 393,5	1 390,6	1 426,3	1 444,4
Information, culture et loisirs	524,7	514,5	496,7	490,5	503,2	541,6	573,4	578,8	606,3	615,9	630,0
Hébergement et restauration	744,5	772,7	764,3	777,5	785,1	807,1	817,5	854,3	874,6	922,8	924,8
Autres services	618,3	611,7	596,1	601,3	636,8	657,2	650,5	656,5	684,5	710,8	721,6
Administration publique	797,9	832,9	846,3	862,7	865,3	840,9	826,6	810,2	795,3	781,2	774,2

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, classification SCIAN (compilation spéciale Emploi-Québec, mai 1999)

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

Tableau 4 :

Les proportions des emplois selon les branches d'activité dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, de 1989 à 1999

Territoire	Emplois (%)										
RMR de Québec	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Ensemble des industries	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Secteur de la production de biens	**14,9**	**16,6**	**15,6**	**14,9**	**13,5**	**14,4**	**15,9**	**14,6**	**14,5**	**14,5**	**14,6**
Agriculture	0,0	0,6	0,6	0,0	0,0	0,7	0,0	0,6	0,0	0,5	0,0
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	0,0	0,9	0,0	0,7	0,8	0,0	0,7	0,0	0,7	0,8	0,0
Services publics	0,9	0,6	0,6	0,9	1,0	0,7	1,3	0,9	0,5	1,0	0,5
Construction	5,5	5,7	5,9	5,6	4,6	4,7	3,9	4,5	4,4	3,3	3,3
Fabrication	7,6	8,8	8,0	7,4	6,8	7,9	9,5	8,1	8,5	9,0	10,0
Secteur des services	**85,1**	**83,4**	**84,5**	**85,2**	**86,5**	**85,7**	**84,1**	**85,4**	**85,5**	**85,5**	**85,4**
Commerce	16,7	16,8	18,0	16,7	17,1	15,6	16,5	16,4	15,7	15,9	15,1
Transport et entreposage	4,2	3,3	3,8	4,3	4,3	2,8	3,8	3,7	3,7	4,4	4,6
Finances, assurances, immobilier et location	8,0	7,5	8,4	7,6	8,5	7,5	7,3	8,2	8,8	7,0	6,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,4	3,7	4,0	4,3	4,7	4,9	5,8	4,7	5,5	6,2	7,9
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	2,3	2,3	2,4	2,4	2,6	2,8	2,1	2,8	2,6	3,0	3,6
Services d'enseignement	8,1	7,8	6,9	7,3	7,4	8,3	7,0	9,5	9,1	8,1	7,3
Soins de santé et assistance sociale	12,7	12,1	13,7	13,0	13,2	13,5	14,2	12,2	12,1	13,4	12,4
Information, culture et loisirs	3,9	3,6	3,4	3,5	2,3	3,7	3,5	3,9	3,8	3,1	3,3
Hébergement et restauration	5,9	7,2	7,1	7,2	7,1	6,8	6,4	5,8	6,6	6,8	7,7
Autres services	8,0	6,0	4,5	5,9	6,3	4,7	5,4	5,6	4,7	5,6	5,4
Administration publique	11,8	13,1	12,3	13,0	12,9	15,2	11,9	12,6	13,1	12,0	11,4

RMR de Montréal	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Ensemble des industries	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Secteur de la production de biens	**28,4**	**28,0**	**25,2**	**25,1**	**24,2**	**24,1**	**24,1**	**23,7**	**23,3**	**23,9**	**24,4**
Agriculture	0,5	0,6	0,6	0,4	0,4	0,5	0,4	0,5	0,2	0,5	0,4
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	0,3	0,4	0,3	0,2	0,2	0,3	0,3	0,4	0,2	0,3	0,2
Services publics	0,9	1,2	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	1,1	1,0	0,9	0,8
Construction	5,2	5,4	4,3	4,5	4,2	4,2	4,1	4,0	3,4	3,2	3,4
Fabrication	21,5	20,5	18,9	19,0	18,4	18,2	18,3	17,8	18,5	19,0	19,7
Secteur des services	**71,6**	**72,0**	**74,8**	**74,9**	**75,8**	**75,9**	**75,9**	**76,3**	**76,7**	**76,1**	**75,6**
Commerce	16,9	16,6	17,5	17,1	16,1	16,8	17,0	16,4	16,5	15,7	16,2
Transport et entreposage	6,6	6,1	5,5	5,5	5,3	5,4	5,7	5,2	5,5	5,3	5,3
Finances, assurances, immobilier et location	6,8	6,8	7,3	7,2	7,4	7,2	7,6	7,7	6,9	6,0	6,1
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,8	4,6	5,5	5,5	5,4	5,8	5,5	5,9	6,9	7,8	7,5
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	2,5	2,6	2,4	2,5	2,6	3,0	3,3	3,3	3,3	3,7	3,4
Services d'enseignement	6,0	6,0	6,3	6,6	6,5	6,8	6,9	6,6	6,7	7,0	7,2
Soins de santé et assistance sociale	9,6	10,1	10,5	10,6	11,0	10,6	10,2	10,9	9,9	9,2	9,5
Information, culture et loisirs	4,0	4,3	4,2	4,2	4,6	4,5	4,7	5,1	5,5	5,5	5,7
Hébergement et restauration	4,7	5,2	5,3	5,3	5,5	5,7	5,2	5,6	5,5	5,9	5,1
Autres services	4,8	4,3	4,5	4,7	4,8	5,3	4,8	4,2	4,8	5,0	4,9
Administration publique	4,8	5,4	5,7	5,7	6,4	5,0	5,1	5,3	5,3	4,9	4,7

RMR d'Ottawa-Hull	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Ensemble des industries	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Secteur de la production de biens	**12,7**	**12,2**	**11,6**	**10,8**	**12,0**	**11,7**	**11,4**	**10,3**	**10,9**	**11,5**	**12,6**
Agriculture	0,5	0,0	0,4	0,0	0,0	0,4	0,6	1,0	0,9	0,7	0,8
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,3	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0
Services publics	0,5	0,4	0,5	0,6	0,4	0,6	0,5	0,4	0,0	0,0	0,4
Construction	5,1	5,7	4,8	4,2	5,3	5,3	4,0	3,7	3,6	3,9	3,8
Fabrication	6,4	5,8	5,6	5,4	5,8	5,1	6,1	4,9	6,1	6,5	7,4
Secteur des services	**87,3**	**87,8**	**88,4**	**89,2**	**88,0**	**88,3**	**88,5**	**89,7**	**89,1**	**88,5**	**87,4**
Commerce	12,9	13,8	13,3	12,7	12,2	12,8	11,9	13,0	12,9	12,9	12,3
Transport et entreposage	4,0	3,6	4,0	4,1	4,3	4,1	4,0	3,9	3,8	3,6	3,2

Tableau 4 :

Les proportions des emplois selon les branches d'activité dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, de 1989 à 1999 *(suite)*

Territoire	Emplois (%)										
RMR d'Ottawa-Hull	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Finances, assurances, immobilier et location	5,7	6,8	5,8	6,2	5,4	5,7	5,3	6,5	5,5	5,4	5,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	6,2	5,8	6,5	6,0	6,9	7,1	7,6	7,8	9,1	9,4	9,9
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	3,1	3,0	3,2	3,7	3,7	3,5	3,8	3,6	3,5	4,0	4,4
Services d'enseignement	6,8	7,0	7,0	7,3	6,9	7,2	8,2	8,1	7,7	7,3	7,8
Soins de santé et assistance sociale	9,7	9,8	9,3	10,2	10,1	10,0	10,5	9,7	10,0	9,5	8,3
Information, culture et loisirs	7,3	5,9	5,8	5,9	5,3	5,7	5,7	6,1	6,1	6,3	5,4
Hébergement et restauration	5,3	4,9	5,8	5,4	5,4	5,8	5,7	5,9	5,8	6,4	6,4
Autres services	4,0	4,6	4,7	4,2	5,3	5,0	4,6	5,0	4,7	4,5	5,2
Administration publique	22,3	22,7	23,0	23,4	22,6	21,4	21,3	20,2	19,8	19,2	19,3
Le Québec	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Ensemble des industries	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Secteur de la production de biens	**29,9**	**29,4**	**27,7**	**26,9**	**26,4**	**26,8**	**26,8**	**26,3**	**26,5**	**26,7**	**26,8**
Agriculture	2,2	2,1	2,2	2,1	2,2	2,4	2,2	2,1	2,0	2,1	1,9
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	1,5	1,5	1,5	1,4	1,2	1,4	1,5	1,3	1,3	1,4	1,1
Services publics	0,9	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	1,0	0,9	0,8
Construction	5,7	5,7	5,1	4,9	4,6	4,7	4,5	4,4	4,0	3,7	3,9
Fabrication	19,5	19,1	17,9	17,6	17,3	17,2	17,6	17,4	18,3	18,6	19,1
Secteur des services	**70,1**	**70,6**	**72,3**	**73,1**	**73,6**	**73,2**	**73,2**	**73,7**	**73,5**	**73,3**	**73,2**
Commerce	15,9	16,1	16,9	16,6	15,8	16,0	16,0	16,0	15,6	15,4	15,4
Transport et entreposage	5,3	4,9	4,8	4,7	4,7	4,7	4,7	4,6	4,8	4,9	4,8
Finances, assurances, immobilier et location	5,9	5,8	6,1	6,1	6,2	6,1	6,2	6,4	6,2	5,5	5,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,6	3,6	4,1	4,0	4,2	4,3	4,4	4,6	5,1	5,6	5,8
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	2,1	2,2	2,2	2,2	2,3	2,5	2,7	2,9	2,8	3,1	3,1
Services d'enseignement	6,6	6,5	6,4	6,8	6,9	7,0	7,1	7,1	6,9	7,0	7,0
Soins de santé et assistance sociale	10,0	10,5	10,9	11,2	11,3	11,1	11,1	10,9	10,4	10,1	10,4
Information, culture et loisirs	3,5	3,6	3,6	3,5	3,6	3,7	3,7	4,1	4,2	4,1	4,3
Hébergement et restauration	5,4	5,7	5,8	5,8	6,1	6,0	5,7	5,8	6,0	6,3	5,9
Autres services	5,4	5,1	4,8	4,9	5,2	5,3	5,0	4,9	5,2	5,3	5,3
Administration publique	6,3	6,6	6,9	7,1	7,3	6,8	6,5	6,4	6,4	6,0	6,0
Le Canada	**1989**	**1990**	**1991**	**1992**	**1993**	**1994**	**1995**	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Ensemble des industries	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Secteur de la production de biens	**29,6**	**28,8**	**27,4**	**26,7**	**26,0**	**25,9**	**26,0**	**25,9**	**26,0**	**26,1**	**26,1**
Agriculture	3,5	3,4	3,5	3,5	3,5	3,4	3,2	3,2	3,0	3,0	2,8
Foresterie, pêche, mine et extraction de gaz	2,4	2,3	2,3	2,2	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,1	1,8
Services publics	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8
Construction	6,3	6,2	5,7	5,6	5,4	5,6	5,5	5,3	5,3	5,2	5,3
Fabrication	16,4	15,7	14,7	14,3	13,9	13,9	14,3	14,3	14,7	14,9	15,3
Secteur des services	**70,4**	**71,2**	**72,6**	**73,3**	**74,0**	**74,1**	**74,0**	**74,1**	**74,0**	**73,9**	**73,9**
Commerce	15,8	15,9	16,0	16,0	15,9	15,8	15,7	15,6	15,5	15,2	15,5
Transport et entreposage	5,1	4,9	4,9	4,8	4,8	5,0	5,0	5,0	5,1	5,1	5,1
Finances, assurances, immobilier et location	6,3	6,5	6,6	6,6	6,5	6,4	6,4	6,5	6,3	6,0	5,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,3	4,4	4,7	4,6	4,8	4,9	5,0	5,2	5,7	6,0	6,2
Gestion d'entreprises, soutien administratif et autres	2,4	2,4	2,5	2,6	2,7	2,8	3,0	3,1	3,2	3,4	3,5
Services d'enseignement	6,4	6,5	6,7	7,0	7,1	7,1	7,0	6,7	6,6	6,6	6,8
Soins de santé et assistance sociale	9,5	9,8	10,2	10,4	10,5	10,4	10,4	10,4	10,1	10,1	9,9
Information, culture et loisirs	4,0	3,9	3,9	3,8	3,9	4,1	4,3	4,3	4,4	4,4	4,3
Hébergement et restauration	5,7	5,9	5,9	6,1	6,1	6,2	6,1	6,3	6,3	6,5	6,4
Autres services	4,8	4,7	4,6	4,7	5,0	5,0	4,9	4,9	5,0	5,0	5,0
Administration publique	6,1	6,4	6,6	6,8	6,7	6,4	6,2	6,0	5,8	5,5	5,3

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, classification SCIAN (compilation spéciale Emploi-Québec, mai 2000)
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 5 :

Dépenses en immobilisations des secteurs privé et public dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1998, 1999 et 2000

Territoire	Année[1]	Construction (en millions$)	Machines et équipements (en millions$)	Total (en millions$)	(en % du Québec)
Région administrative	1998	1 270,4	855,1	2 125,5	6,8
de la Capitale-Nationale	1999	1 283,1	1 066,0	2 349,1	7,2
	2000	1 238,8	1 312,1	2 550,9	7,4
Région administrative	1998	4 966,4	6 662,6	11 629,0	37,2
de Montréal	1999	4 854,6	6 617,1	11 471,7	35,3
	2000	5 169,9	5 591,1	10 761,0	31,4
Le Québec	1998	16 987,1	14 298,4	31 285,5	100,0
	1999	17 326,4	15 180,5	32 506,8	100,0
	2000	18 421,9	15 823,7	34 245,7	100,0

1. 1998 : dépenses réelles; 1999 : dépenses réelles provisoires; 2000 : perspectives révisées.
Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 6 :

Dépenses en immobilisations dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1997, 1998 et 1999

Territoire	Année[1]	Dépenses en immobilisations					
		Secteur privé		Secteur public		Total	
		(en millions$)	(en %)	(en millions$)	(en %)	(en millions$)	(en %)
Région administrative	1998	1 536,4	72,3	589,1	27,7	2 125,5	100,0
de la Capitale-Nationale	1999	1 800,5	76,6	548,6	23,4	2 349,1	100,0
	2000	1 899,3	74,5	651,6	25,5	2 550,9	100,0
Région administrative	1998	9 227,9	79,4	2 401,2	20,6	11 629,0	100,0
de Montréal	1999	8 783,6	76,6	2 688,0	23,4	11 471,7	100,0
	2000	7 972,5	74,1	2 788,5	25,9	10 761,1	100,0
Le Québec	1998	24 643,3	78,8	6 642,2	21,2	31 285,5	100,0
	1999	26 077,0	80,2	6 429,8	19,8	32 506,8	100,0
	2000	27 436,7	80,1	6 809,0	19,9	34 249,7	100,0

1. 1998 : dépenses réelles; 1999 : dépenses réelles provisoires; 2000 : perspectives révisées.
Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des comptes et des études économiques, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 7 :

Dépenses de recherche et développement par domaine dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, ainsi qu'au Québec, en 1994

Territoire	Dépenses de recherche en 1994									
	R&D industriels		R&D universitaires		R&D provinciaux		R&D fédéraux		Total	
	(en 000 000 $)	(en %)	(en 000 000 $)	(en %)	(en 000 000 $)	(en %)	(en 000 000 $)	(en %)	(en 000 000 $)	(en %)
Régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches	93,7	25,2	172,4	46,3	46,0	12,4	60,2	16,2	372,3	100,0
Le Québec	1 928,0	62,2	883,0	28,5	67,0	2,2	223,0	7,2	3 101,0	100,0
Les deux régions / Le Québec		4,9		19,5		68,7		27,0		12,0

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Statistique Canada et ministère de l'Éducation;
Demande spéciale du Conseil de la science et de la technologie;
Compilation de la Commission de la capitale nationale du Québec.

Tableau 8 :

Personnel scientifique par domaine dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches, ainsi qu'au Québec, en 1994

Territoire	Personnel scientifique en 1994									
	R&D industriels		R&D universitaires		R&D provinciaux		R&D fédéraux		Total	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches	1 415	30,1	1 792	38,1	676	14,4	823	17,5	4 706	
Le Québec	20 822	63,1	9 056	27,5	995	3,0	2 221	6,7	32 984	
Les deux régions / Le Québec		6,8		19,8		68,0		37,1		14,3

Sources : Bureau de la statistique du Québec, Statistique Canada et ministère de l'Éducation;
Demande spéciale du Conseil de la science et de la technologie;
Compilation de la Commission de la capitale nationale du Québec.

Tableau 9 :
Valeur des permis de construire sur les territoires de la ville de Québec et de la Communauté urbaine de Québec de 1992 à 1999

Territoire	Valeur des permis de construire (en 000 000 $)					Variation (en %)
	Résidentiel	Industriel	Commercial	Institutionnel	Total	
Ville de Québec						
1993	83,3	1,5	39,6	90,9	215,3	3,5
1994	85,9	4,9	53,3	38,0	181,1	- 15,9
1995	55,4	1,5	50,3	139,5	246,6	35,9
1996	55,4	2,7	37,0	43,9	138,0	- 44,0
1997	56,9	2,2	39,2	57,4	155,7	12,8
1998	46,6	14,7	43,1	40,0	144,5	-7,2
1999	42,1	2,2	62,0	29,3	135,6	-6,2
Communauté urbaine de Québec						
1993	311,4	15,7	91,3	127,9	546,5	- 5,0
1994	319,7	13,8	104,4	94,0	532,0	- 2,7
1995	159,0	9,7	129,0	160,8	458,6	- 3,8
1996	177,7	7,7	95,9	66,9	348,2	- 24,1
1997	177,2	10,0	109,6	98,2	395,1	13,5
1998	164,8	19,6	87,0	57,3	328,7	-20,2
1999	167,3	14,1	164,0	44,0	389,4	18,47

Sources : Communauté urbaine de Québec et Société canadienne d'hypothèques et de logement.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec 2000.

Tableau 10 :

Évolution des mises en chantier résidentielles sur les territoires de la ville de Québec, de la Communauté urbaine de Québec et de la RMR de Québec de 1991 à 1999

Année	Ville de Québec		Communauté urbaine de Québec		RMR de Québec	
	Nombre (en %)	Variation (en %)	Nombre (en %)	Variation	Nombre	Variation
1992	966	- 17,9	4 676	- 0,6	6 295	- 3,4
1993	782	- 19,0	3 562	- 23,8	4 690	- 25,5
1994	965	23,4	3 193	- 10,4	4 668	- 0,5
1995	692	- 28,3	1 548	- 51,5	2 392	- 48,8
1996	445	- 35,7	1 461	- 5,6	2 208	-7,7
1997	259	- 41,8	1 415	- 3,2	2 233	1,1
1998	206	-20,5	1 125	-20,5	1 845	-17,4
1999	158	-23,3	1 001	-16,0	1 814	-1,7

Sources : Communauté urbaine de Québec et Société canadienne d'hypothèques et de logement.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 11

Taux d'inoccupation (%) des édifices à bureaux de 10 000 pieds carrés et plus depuis 1993 (avril, mai, juin)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Québec, Haute-Ville	15,0	12,8	11,8	13,3	13,7	13,6	12,2	12,7
Québec, Basse-Ville	16,9	20,2	21,6	29,9	50,3	42,3	34,2	34,1
Sainte-Foy, Haute-Ville	7,7	8,3	6,9	9,4	13,1	18,5	14,5	11,8
Sainte-Foy, Basse-Ville	13,9	27,1	17,7	31,4	19,6	18,4	15,5	13,4
Québec (Charlesbourg-Lebourgneuf)	8,8	9,0	10,2	8,4	9,1	12,4	10,3	10,6
Total	**12,3**	**12,3**	**12,2**	**15,8**	**19,8**	**20,1**	**16,5**	**16,3**

Source : Racine, Larochelle & associés, évaluateurs agréés
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

5. LES TRANSPORTS

5.1 L'AÉROPORT

Tableau 12 :
Évolution du nombre de passagers embarqués et débarqués à l'aéroport international Jean-Lesage de 1994 à 1999

Année	Passagers embarqués / débarqués				
	Vols intérieurs (en nbre)	Vols transfrontaliers (en nbre)	Vols internationaux (en nbre)	Total (en nbre)	Variation (en %)
1994	432 367	69 842	100 001	602 210	-8,8
1995	444 738	92 455	115 722	652 915	-8,4
1996	485 872	73 931	80 501	640 304	-1,9
1997	494 945	69 585	64 179	628 709	-1,8
1998	519 687	70 061	73 670	663 418	5,5
1999	508 838	80 962	65 592	655 392	-1,2

Source : Transports Canada, aéroport international Jean-Lesage.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

5.2 LE PORT

Tableau 13 :
Évolution du tonnage réalisé au port de Québec de 1996 à 1999

Matière	1996 (en tonnes métriques)	1997 (en tonnes métriques)	1998 (en tonnes métriques)	1999 (en tonnes métriques)	Variation 1998/1999 (en %)
Vracs solides	**6 079 442**	**5 923 382**	**5 700 086**	**6 366 312**	**10,7**
Céréales	3 169 431	2 860 086	2 237 679	2 894 469	
Minerais et concentrés	1 979 818	2 051 269	1 884 780	2 217 467	
Autres	930 193	1 012 027	1 577 627	1 254 376	
Vracs liquides	**10 871 858**	**9 300 674**	**9 754 806**	**9 845 992**	**0,9**
Produits pétroliers	10 635 333	9 095 023	9 507 767	9 515 523	
Produits chimiques	209 928	182 004	227 777	300 133	
Autres	26 597	23 647	19 262	30 336	
Marchandises générales	**265 429**	**227 625**	**72 150**	**108 613**	**50,4**
Produits forestiers	131 376	124 789	25 474	nd	
Produits miniers	98 117	54 629	35 636	nd	
Produits agricoles	25 308	25 829	0	nd	
Autres	10 628	22 378	11 040	nd	
Total 17 216 729	15 451 681	15 527 042	16 320 917	5,11	

Source : Société du port de Québec.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

6. QUELQUES SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

6.1 L'INDUSTRIE GOUVERNEMENTALE

Tableau 14 :

Répartition de l'effectif régulier et occasionnel des ministères et des organismes* du gouvernement du Québec au 31 mars 2000

	Communauté urbaine de Québec		Communauté urbaine de Montréal		Ailleurs au Québec		Le Québec	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Employés réguliers	27 417	35,3	22 774	29,3	27 443	35,4	77 634	100,0
Employés occasionnels	7 888	28,6	9 863	35,8	9 806	35,6	27 557	100,0
Total	35 305	33,4	32 637	31,2	37 249	35,4	105 191	100,0

Source : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

* Le terme « ministère » désigne également, pour les fins de la présente étude, les entités administratives assimilées à des ministères et à des fonds spéciaux. Quant au terme « organismes », il désigne plus de 163 organismes répertoriés par le Secrétariat aux emplois supérieurs du ministère du Conseil exécutif, incluant les sociétés d'État.

Tableau 15 :

Répartition de l'effectif des ministères, assimilés, fonds et organismes du gouvernement du Québec au 31 mars 2000

	CUQ		CUM		Autres régions		Total	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Ministères, assimilés et fonds	21 075	42,8	10 662	21,6	17 532	35,6	49 269	100,0
Organismes	14 230	25,4	21 975	39,3	19 717	35,3	55 922	100,0
Total	35 305	33,6	32 637	31,0	37 249	35,4	105 191	100,0

Source : Secrétariat du Conseil du trésor, extraction spéciale, 2000;
Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux, 2000.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 16 :

Évolution et répartition de l'effectif des ministères et des organismes du gouvernement du Québec du 31 mars 1992 au 31 mars 2000

	1992		2000		Variation de 1992 à 2000	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Communauté urbaine de Québec	39 803	35,0	35 305	33,6	-4 498	-11,3
Communauté urbaine de Montréal	34 243	30,1	32 367	31,0	-1 876	-5,5
Ailleurs au Québec	39 717	34,9	37 249	35,4	-2 468	-6,2
Le Québec	113 763	100,0	105 191	100,0	-8 572	-7,5

Note : La différence entre le nombre d'employés gouvernementaux d'une année à l'autre peut être due à plusieurs causes dont la privatisation de certains services, la fin d'ententes contractuelles, le transfert de responsabilités de certains services d'un palier de gouvernement à un autre, etc.

Tableau 17 :

Répartition des superficies locatives du parc immobilier du gouvernement du Québec sur différents territoires en 1999 et 2000

Territoire	Superficies locatives			
	31 mars 1999		31 mars 2000	
	(en mètres carrés)	(en %)	(en mètres carrés)	(en %)
Communauté urbaine de Québec	877 184	35,6	892 334	34,6
Communauté urbaine de Montréal	662 816	26,9	649 908	25,2
Ailleurs au Québec	924 000	37,5	1 036 758	40,2
Le Québec	2 464 000	100,0	2 579 000	100,0

Source : Société immobilière du Québec
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 18 :

Évolution et répartition des sièges sociaux des organismes du gouvernement du Québec au 31 mars 1992 et au 31 mars 2000

Territoire	1992[1]		2000		Variation 1992-2000	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Communauté urbaine de Québec	89	56,3	95	58,3	6	6,7
Communauté urbaine de Montréal	59	37,3	57	35,0	-2	-3,4
Ailleurs au Québec	10	6,3	11	6,7	1	10,0
Le Québec	158	100,0	163	100,0	5	3,2

1. L'emplacement de sept sièges sociaux d'organismes gouvernementaux était indéterminé en 1992, dans l'étude du Secrétariat à la capitale.
Source : Enquête de la Commission de la capitale nationale du Québec auprès des organismes gouvernementaux (2000) et Secrétariat à la Capitale (1993)

Tableau 19 :

Impact économique des dépenses d'opération, au titre de la culture, dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches en 1992-1993

Item	Effets directs (en $)	Effets indirects (en $)	Effets totaux (en $)
Main-d'œuvre en personnes-année	**9 567**	**2 387**	**11 954**
Valeur ajoutée au coût des facteurs	**450 700 000**	**138 101 000**	**588 802 000**
Salaires et gages avant impôts	302 468 000	73 255 000	375 723 000
Autres revenus bruts avant impôts	148 232 000	64 847 000	213 079 000
Taxes indirectes	2 373 000	10 321 000	12 694 000
Subventions	-64 985 000	-4 566 000	- 69 550 000
Importations	3 727 000	52 310 000	56 037 000
Revenus du gouvernement du Québec	**63 491 000**	**22 930 000**	**86 421 000**
Impôts sur salaires et gages	36 522 000	8 724 000	45 246 000
Parafiscalité	25 536 000	7 114 000	32 650 000
Taxe de vente	900 000	3 425 000	4 325 000
Taxes spécifiques	533 000	3 667 000	4 200 000
Revenus du gouvernement du Canada	**51 270 000**	**15 348 000**	**66 618 000**
Impôts sur salaires et gages	30 960 000	7 057 000	38 017 000
Parafiscalité	19 370 000	5 062 000	24 432 000
Taxes de vente	603 000	774 000	1 377 000
Taxes et droits d'accise	337 000	2 455 000	2 792 000

Source : Bureau de la statistique du Québec, 1996.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 20 :

Main-d'œuvre directe des différents domaines d'activités culturelles pour les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches en 1992-1993

Domaine	Main-d'œuvre (en personnes-année)	Rémunération annuelle moyenne (en $)
Livre	865	31 993
Patrimoine	930	41 286
Arts d'interprétation	795	15 994
Arts visuels et métiers d'art	226	21 004
Design et mode	3 920	23 833
Médias écrits	894	47 742
Film	161	23 894
Télé privée et câble	530	47 385
Radio privée	321	45 903
Enseignement culturel public	210	72 867
Fêtes et festivals culturels	20	16 250
Administration publique	353	37 156
Total	**9 225**	**31 661**

Source : Bureau de la statistique du Québec, 1996.

Tableau 21 :

Emplois de l'administration publique québécoise, au titre de la culture, selon les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal, de même qu'au Québec, en 1999

Régions	Employés (fin mars 1999)			
	Temps plein	Temps partiel	À la pige	Total
Région de la Capitale-Nationale (03)	1 011	206	126	1 343
Région de Montréal (06)	1 339	621	194	2 154
Le Québec	2 666	984	320	3 970

Source : Institut de la statistique du Québec, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 22 :

Dépenses culturelles brutes[1] de l'administration publique québécoise, par habitant, selon certaines régions administratives, de même qu'au Québec, de 1994 à 1999

Régions	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
			En $		
Capitale-Nationale (03)	253,35	249,00	241,87	251,60	278,47
Montréal (06)	209,64	201,70	200,34	192,73	211,02
Le Québec	93,67	91,23	89,51	90,02	100,69

1. Dépenses internes et externes

Source : Institut de la statistique du Québec, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 23 :

Les établissements et les emplois selon le niveau technologique dans la région métropolitaine de Québec, dans la région du Grand Montréal, ainsi qu'au Québec, en mars 1998

Niveau technologique	Région métropolitaine de Québec				Région du Grand Montréal				Le Québec	
	Établissements		Emplois		Établissements		Emplois		Établissements	Emplois
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en nbre)
Haute technologie										
Aérospatiale	1	2,6	5	0,0	31	81,6	18 803	96,4	38	19 508
Ordinateurs et machines de bureau	7	12,7	146	9,4	38	69,1	1 319	84,9	55	1 554
Matériel de radio et de télécommunications	31	13,2	1 096	5,2	158	67,2	16 147	76,6	235	21 074
Industries pharmaceutiques	1	1,6	20	0,3	51	81,0	6 240	96,3	63	6 479
Industrie du progiciel	34	21,0	456	13,6	97	59,9	2 517	75,3	162	3 342
Sous-total	74	13,4	1 723	3,3	375	67,8	45 026	86,7	553	51 957
Moyenne-haute technologie										
Machines électriques	29	9,1	682	4,5	193	60,5	10 524	68,9	319	15 273
Instruments de précision	28	15,9	1 211	31,1	101	57,4	2 146	55,2	176	3 888
Autres industries chimiques	39	8,7	719	3,8	242	54,0	11 436	60,9	448	18 785
Véhicules automobiles	23	8,5	464	3,5	97	35,9	6 696	50,2	270	13 346
Machines non électriques	45	6,7	1 134	5,7	322	48,1	10 081	50,8	670	19 858
Autres transports	0	0,0	0	0,0	14	0,2	1 502	20,1	27	7 467
Sous-total	164	8,6	4 210	5,4	969	1,2	42 385	53,9	1 910	78 617
Moyenne-faible technologie										
Caoutchouc et plastiques	47	7,9	1 070	3,8	284	47,7	14 270	50,2	596	28 419
Métaux non ferreux	6	0,6	197	1,1	37	38,9	4 556	26,3	95	17 344
Autres industries manufacturières	86	10,9	1 061	5,6	407	51,6	10 271	54,0	788	19 025
Raffinage du pétrole	9	8,9	465	13,2	32	31,7	1 803	51,2	101	3 519
Produits minéraux non métalliques	39	8,1	975	7,5	140	29,2	5 656	43,6	479	12 966
Construction navale	5	7,7	806	35,7	16	24,6	210	9,3	65	2 255
Sidérurgie	0	0,0	0	0,0	11	28,2	2 737	39,3	39	6 962
Produits métalliques	179	8,5	3 903	7,8	967	45,7	26 010	52,0	2 115	50 061
Sous-total	371	8,7	8 477	6,0	1 894	44,3	65 513	46,6	4 278	140 551
Faible technologie										
Alimentation, boissons, tabac	72	5,8	5 036	9,0	72	5,8	23 974	43,0	1 233	55 809
Textile, habillement, cuir	89	6,0	2 227	3,2	89	6,0	36 513	52,8	1 493	69 174
Bois et ouvrages en bois	167	7,5	2 219	3,7	167	7,5	13 306	22,0	2 218	60 511
Papier et imprimerie	54	4,1	4 778	8,5	54	4,1	20 979	37,2	1 313	56 464
Sous-total	463	7,4	14 260	5,9	2 407	38,5	94 772	39,2	6 257	241 958
Total	**1 072**	**8,2**	**28 670**	**5,6**	**5 645**	**43,4**	**247 696**	**48,3**	**12 998**	**513 083**

Source : Centre de recherche industrielle du Québec et ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie (MICST), Compilation de la direction de l'analyse des PME et des régions du MICST, 1998,
Compilation de la Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 24 :

Emplois dans l'économie du savoir selon le niveau* et le secteur d'activité, régions administratives de la Capitale-Nationale et de Montréal et ensemble du Québec, 1996

Niveau de savoir	Capitale-Nationale		Montréal		Le Québec	
Secteur d'activité	**nbre**	**%**	**nbre**	**%**	**nbre**	**%**
Savoir élevé	34 610	17,6	140 400	23,1	405 040	16,8
Primaire						
Secondaire	3 005	1,5	29 255	4,8	91 525	3,8
Tertiaire	31 605	16,0	110 865	18,3	313 515	13,0
Savoir moyen	75 725	38,4	241 530	39,9	974 720	40,5
Primaire	235	0,1	400	0,1	14 805	0,6
Secondaire	28 185	14,3	82 150	13,6	429 680	17,9
Tertiaire	47 305	24,0	158 980	26,2	530 235	22,0
Savoir faible	86 710	44,0	224 170	37,0	1 026 125	42,7
Primaire	5 050	2,6	1 970	0,3	91 685	3,6
Secondaire	6 120	3,1	42 515	7,0	142 900	5,9
Tertiaire	75 540	38,3	179 685	29,7	791 540	32,9
Total	**197 045**	**100,0**	**605 820**	**100,0**	**2 405 885**	**100,0**

*** Niveau de savoir élevé** : activités à fort contenu de connaissances et de main-d'œuvre spécialisée (activités liées à l'innovation et aux nouvelles technologies telles les services informatiques et le matériel scientifique).

Niveau moyen de savoir : production de masse et secteurs matures (autos, papiers, aliments et boissons).

Niveau faible de savoir : Activités intensives en main-d'œuvre (bois, meubles, commerce de détail, vêtement, hébergement et restauration).

Note : Selon la classification d'Industrie Canada, l'économie du savoir comprend les entreprises privées et les entreprises publiques commerciales. Elle exclut donc, notamment, les administrations publiques et les services hospitaliers qui sont très développés dans la région de Québec (plus de 30 % de l'emploi). Aucune industrie du secteur primaire n'est classée à un niveau de savoir élevé.

Source : Statistique Canada, recensement de 1996

Compilation : Direction de l'analyse des PME, MIC et Commission de la capitale nationale du Québec, 1999

Tableau 25 :
Volume, nuitées et dépenses touristiques selon l'origine dans la région touristique de Québec en 1999

Volume		**3 616 000**
	(en nbre)	(en %)
Québécois	2 167 000	59,9
Canadiens des autres provinces	318 000	8,8
Américains	532 000	14,7
Autres pays	599 000	16,6
Nuitées		**10 123 000**
	(en nbre)	(en %)
Québécois	4 993 000	49,3
Canadiens des autres provinces	1 735 000	17,1
Américains	1 437 000	14,2
Autres pays	1 958 000	19,3
Dépenses totales		**916 000 000**
	(en $)	(en %)
Québécois	342 000 000	37,3
Canadiens des autres provinces	129 000 000	14,1
Américains	233 000 000	25,4
Autres pays	212 000 000	23,1

Source : Tourisme Québec, Le tourisme au Québec en bref, 1999.
Compilation : Commission de la capitale nationale, 2000

Tableau 26 :

Taux d'occupation moyen des établissements hôteliers dans les régions touristiques de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec, en 1998 et 1999

	Taux d'occupation moyen (en %)* - période janvier à décembre	
Région touristique	**1998**	**1999**
Québec	59,8	63,2
Montréal	68,9	68,7
Le Québec	52,1	52,5

* Rapport entre le nombre calculé de chambres occupées et le nombre calculé de chambres effectivement disponibles.

Source : Bureau de la statistique du Québec, Tourisme Québec.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000

Tableau 27 :

Nombre de congrès et événements ayant eu lieu dans la région de Québec de 1996 à 1999

Type	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Associations	234	234	255	224
Compagnies	46	61	101	84
Autres	64	94	131	95
Total	344	389	487	403
Durée moyenne	**2,8**	**3,6**	**3,0**	**3,4**

Source : OTCCUQ, Secteur développement

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 28 :

Nombre de délégués dans la région de Québec de 1996 à 1999

Type	**1996**	**1997**	**1998**	**1999**
Associations	69 732	64 976	66 813	70 471
Compagnies	9 204	14 078	20 817	18 208
Autres	65 716	138 915	118 432	347 064
Total	144 652	217 969	206 062	435 959*
Séjour moyen	**3,1**	**3,2**	**3,1**	**3,2**

* Une partie de l'augmentation est due à un changement dans le mode de comptabilité en 1999.

Source : OTCCUQ, Secteur développement

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 29 :

Nombre de nuitées dans la région de Québec de 1996 à 1999

Type	1996	1997	1998	1999
Associations	83 578	85 411	87 306	100 509
Compagnies	9 604	16 768	25 484	18 646
Autres	14 275	33 339	44 916	27 675
Total	**107 457**	**135 518**	**157 706**	**147 095**

Source : OTCCUQ, Secteur développement
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 30 :

Répartition des congrès selon leur origine dans la région de Québec de 1996 à 1999 (en pourcentage)

Type	1996	1997	1998	1999
Québécois	49,6	54,1	49,3	44,9
Canadiens	25,8	22,5	25,3	27,5
Américains	14,5	14,8	11,9	14,4
Internationaux	10,1	10,4	13,6	13,2

Source : OTCCUQ, Secteur développement
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 31 :

Indicateur mensuel de fréquentation des sites et attraits touristiques de la région de Québec en 1998 et 1999*

Mois	1998	1999
Janvier	103	98
Février	90	92
Mars	82	90
Avril	100	98
Mai	104	103
Juin	132	110
Juillet	129	91
Août	162	90
Septembre	177	93
Octobre	84	82
Novembre	98	99
Décembre	86	119
Indice annuel	**120****	**95**

* 1997 = 100
** Effet de l'exposition Rodin, en 1998.
Source : OTCCUQ
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 32 :
Finances municipales dans l'agglomération de la capitale nationale (exercice 1999)

Identification	Population		Superficie		Coefficient densité population	Richesse foncière uniformisée		Budget	
	Nombre	% RMRQ	Km²	% RMRQ	RMRQ = 100	(en 000 000 $)	% RMRQ	(en 000 000 $)	Budget % RMRQ
MRC CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE	**75 598**	**11,3**	**417,8**	**13,2**	**85**	**2 697,9**	**9,5**	**72,0**	**8,0**
Saint-Lambert-de-Lauzon	4 590	0,7	107,3	3,4	20	150,4	0,5	3,1	0,3
Saint-Étienne-de-Lauzon	8 207	1,2	93,2	2,9	41	231,4	0,8	6,2	0,7
Sainte-Hélène-de-Breakeyville	3 423	0,5	9,6	0,3	168	102,6	0,4	2,3	0,3
Saint-Jean-Chrysostome	16 161	2,4	83,1	2,6	92	519,0	1,8	13,7	1,5
Saint-Romuald	10 604	1,6	18,3	0,6	273	538,6	1,9	16,6	1,8
Charny	10 661	1,6	8,7	0,3	577	336,4	1,2	10,3	1,1
Saint-Rédempteur	6 358	0,9	3,5	0,1	865	175,8	0,6	4,4	0,5
Saint-Nicolas	15 594	2,3	94,1	3,0	78	643,7	2,3	15,4	1,7
MRC DESJARDINS (partie)	**47336**	**7,0**	**133,2**	**4,2**	**167**	**1 826,7**	**6,5**	**52,7**	**5,9**
Pintendre	6 035	0,9	53,0	1,7	54	196,5	0,7	4,4	0,5
Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis	894	0,1	36,0	1,1	12	35,0	0,1	0,5	0,1
Lévis	40 407	6,0	44,2	1,4	430	1 595,2	5,6	47,7	5,3
MRC BELLECHASSE (partie)	**2 067**	**0,3**	**45,3**	**1,4**	**21**	**97,2**	**0,3**	**1,1**	**0,1**
Beaumont	2 067	0,3	45,3	1,4	21	97,2	0,3	1,1	0,1
MRC ÎLE-D'ORLÉANS	**6 892**	**1,0**	**191,8**	**6,1**	**17**	**415,7**	**1,5**	**3,7**	**0,4**
Saint-François	484	0,1	30,8	1,0	7	35,0	0,1	0,3	0,0
Sainte-Famille	913	0,1	46,4	1,5	9	52,6	0,2	0,5	0,1
Saint-Jean	847	0,1	43,6	1,4	9	77,0	0,3	0,6	0,1
Saint-Laurent	1 576	0,2	35,3	1,1	21	100,3	0,4	0,9	0,1
Saint-Pierre	1 982	0,3	31,1	1,0	30	84,6	0,3	0,8	0,1
Sainte-Pétronille	1 090	0,2	4,5	0,1	114	66,2	0,2	0,7	0,1
COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC	**504 235**	**75,1**	**544,7**	**17,2**	**436**	**21 530,5**	**76,0**	**741,0**	**82,4**
Beauport	72 920	10,9	71,3	2,3	481	2 279,9	8,1	75,6	8,4
Vanier	11 174	1,7	4,7	0,1	1 123	433,3	1,5	14,4	1,6
Sillery	12 003	1,8	6,7	0,2	843	1 055,3	3,7	18,6	2,1
Québec	167 264	24,9	89,4	2,8	880	7 753,1	27,4	341,0	37,9
Charlesbourg	70 942	10,6	67,3	2,1	496	2 241,0	7,9	73,1	8,1
Saint-Émile	9 889	1,5	8,7	0,3	535	297,4	1,1	8,1	0,9
Lac-Saint-Charles	8 540	1,3	35,8	1,1	112	223,9	0,8	7,0	0,8
Loretteville	14 168	2,1	7,3	0,2	917	390,6	1,4	13,8	1,5
Val-Bélair	20 176	3,0	70,6	2,2	134	560,9	2,0	19,6	2,2
L'Ancienne-Lorette	15 895	2,4	8,0	0,3	933	560,4	2,0	13,2	1,5
Sainte-Foy	72 330	10,8	83,7	2,6	407	4 419,7	15,6	123,3	13,7
Cap-Rouge	14 163	2,1	6,3	0,2	1065	566,6	2,0	14,0	1,6
Saint-Augustin-de-Desmaures	14 771	2,2	84,9	2,7	82	748,4	2,6	19,2	2,1
MRC JACQUES-CARTIER (partie)	**24 819**	**3,7**	**1 527,8**	**48,3**	**8**	**1 381,2**	**4,9**	**20,6**	**2,3**
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	4 428	0,7	120,6	3,8	17	147,1	0,5	3,2	0,4
Fossambeault-sur-le-Lac	921	0,1	11,0	0,3	40	77,2	0,3	1,4	0,2
Lac-Saint-Joseph	83	0,0	32,8	1,0	1	69,3	0,2	0,4	0,0
Shannon	3 751	0,6	61,8	2,0	29	113,1	0,4	1,9	0,2
Saint-Gabriel-de-Valcartier	2 204	0,3	441,2	14,0	2	358,8	1,3	2,3	0,3
Lac Delage	368	0,1	1,5	0,0	119	22,3	0,1	0,5	0,1
Stoneham et Tewkesbury	4 842	0,7	684,8	21,7	3	244,6	0,9	4,1	0,5
Lac Beauport	5 008	0,7	62,7	2,0	38	250,6	0,9	4,7	0,5
Sainte-Brigitte-de-Laval	3 214	0,5	111,5	3,5	14	98,2	0,3	2,2	0,2
MRC CÔTE-DE-BEAUPRÉ (partie)	**10 572**	**1,6**	**299,3**	**9,5**	**17**	**369,7**	**1,3**	**8,7**	**1,0**
Château-Richer	3 579	0,5	229,0	7,2	7	109,5	0,4	2,6	0,3
L'Ange-Gardien	2 841	0,4	50,7	1,6	26	104,5	0,4	2,1	0,2
Boischâtel	4 152	0,6	19,6	0,6	99	155,7	0,5	4,1	0,5
RMRQ	**671 519**	**100,0**	**3 159,8**	**100,0**	**100**	**28 318,9**	**100,0**	**899,8**	**100,0**

Tableau 32 :
Finances municipales dans l'agglomération de la capitale nationale (exercice 1999) *(suite)*

Identification	Richesse foncière uniformisée / habitant	Taux global de taxation uniformisée / 100 $	Dépenses nettes / habitant	Dépenses nettes / 100 $	Indices			
					Richesse foncière	Effort fiscal	Dépenses nettes / habitant	Dépenses nettes / 100 $
MRC CHUTES-DE-LA-CHAUDIÈRE	**35 688**	-	**928,17**	-	-	-	-	-
Saint-Lambert-de-Lauzon	32 776	1,65	683,01	2,08	94	106	97	107
Saint-Étienne-de-Lauzon	28 193	2,15	757,66	2,69	75	111	79	105
Sainte-Hélène-de-Breakeyville	29 963	1,91	664,25	2,22	86	123	94	113
Saint-Jean-Chrysostome	32 114	2,06	829,80	2,58	86	107	87	100
Saint-Romuald	50 796	1,99	1 541,10	3,03	135	103	161	118
Charny	31 556	2,29	924,48	2,93	84	119	97	114
Saint-Rédempteur	27 644	2,00	661,38	2,39	74	104	69	93
Saint-Nicolas	41 280	1,78	944,46	2,29	110	92	99	89
MRC DESJARDINS (partie)	**38 592**	-	**1085,50**	-	-	-	-	-
Pintendre	32 557	1,83	731,04	2,25	87	95	76	87
Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis	39 180	0,99	550,34	1,40	109	79	78	72
Lévis	39 480	2,02	1 150,28	2,91	105	105	120	113
MRC BELLECHASSE (partie)	**47 022**	**1,36**	**774,65**	-	-	-	-	-
Beaumont	47 022	1,36	774,65	1,65	136	87	110	84
MRC ÎLE-D'ORLÉANS	**60 316**	**0,74**	**536,13**	-	-	-	-	-
Saint-François	72 367	0,71	622,49	0,86	202	57	89	44
Sainte-Famille	57 635	0,75	509,26	0,88	161	60	73	45
Saint-Jean	90 909	0,71	701,80	0,77	254	57	100	40
Saint-Laurent	63 649	0,70	545,11	0,86	178	56	78	44
Saint-Pierre	42 665	0,73	401,59	0,94	119	58	57	48
Sainte-Pétronille	60 715	0,83	623,23	1,03	169	66	89	53
COMMUNAUTÉ URBAINE DE QUÉBEC	**42 700**	**2,35**	**1 424,04**	-	-	-	-	-
Beauport	31 266	2,61	1 029,98	3,29	83	135	108	128
Vanier	38 780	2,20	1 282,70	3,31	103	114	134	129
Sillery	87 924	1,35	1 550,99	1,76	234	70	162	69
Québec	46 352	2,64	1 932,74	4,17	123	137	202	162
Charlesbourg	31 590	2,52	1 014,10	3,21	84	130	106	125
Saint-Émile	30 071	2,24	822,95	2,74	80	116	86	106
Lac-Saint-Charles	26 221	2,48	818,88	3,12	70	129	85	121
Loretteville	27 569	2,75	965,85	3,50	73	142	101	136
Val-Bélair	27 798	2,72	970,73	3,49	74	141	101	136
L'Ancienne-Lorette	35 258	1,82	831,00	2,36	94	94	87	92
Sainte-Foy	61 105	1,85	1 663,47	2,72	163	96	174	106
Cap-Rouge	40 006	1,95	960,59	2,40	107	101	100	93
Saint-Augustin-de-Desmaures	50 668	1,86	1 302,76	2,57	135	96	136	100
MRC JACQUES-CARTIER	**55 655**	**1,33**	**810,66**	-	-	-	-	-
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	33 226	1,53	670,72	2,02	96	98	95	103
Fossambeault-sur-le-Lac	83 800	1,63	1 530,08	1,83	234	131	218	94
Lac-Saint-Joseph	835 415	0,48	4 340,96	0,52	2 330	39	618	27
Shannon	30 141	0,87	497,79	1,65	87	56	71	85
Saint-Gabriel-de-Valcartier	162 807	0,35	1 057,94	0,65	469	23	150	33
Lac Delage	60 589	1,79	1 297,27	2,14	169	143	185	110
Stoneham et Tewkesbury	50 526	1,33	793,48	1,57	146	86	113	80
Lac Beauport	50 038	1,53	942,00	1,88	133	79	98	73
Sainte-Brigitte-de-Laval	30 564	1,79	667,24	2,18	88	115	95	112
MRC CÔTE-DE-BEAUPRÉ (partie)	**34 971**	-	**805,93**	-	-	-	-	-
Château-Richer	30 602	1,95	713,02	2,33	88	126	101	119
L'Ange-Gardien	36 770	1,71	711,24	1,93	106	110	101	99
Boischâtel	37 505	2,16	950,80	2,54	108	139	135	130
RMRQ	42 171		1 339,93	3,18	176	96	119	92

Source : Prévisions budgétaires des organismes municipaux, ministère des Affaires municipales et de la Métropole, 1999.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

8. L'IMMIGRATION

Tableau 33 :
Immigration au Québec selon la région administrative projetée de destination de 1995 à 1999

Région administrative	1995	1996	1997	1998	1999	de 1995 à 1999 Nombre	%
Québec	1 450	1 420	1 359	1 337	1 330	6 896	4,9
Montréal	19 298	23 093	21 066	19 472	22 366	105 295	75,0
Autres régions	6 474	5 259	5 259	5 700	5 483	28 175	20,1
Le Québec	**27 222**	**29 772**	**27 684**	**26 509**	**29 179**	**140 366**	**100,0**

Source : Ministère des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

9. LE SOLDE MIGRATOIRE DE LA POPULATION

Tableau 34 :
Évolution du solde migratoire de la population de la région métropolitaine de Québec de 1993 à 1998

Groupe d'âge	1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999
0 – 17 ans	1 012	151	548	260	115	263
18 – 24 ans	818	386	496	66	431	411
25 – 44 ans	1 078	- 407	- 416	- 508	- 710	- 312
45 – 64 ans	249	210	46	- 66	- 90	15
65 ans et plus	247	185	282	241	203	217
Total	**3 404**	**525**	**956**	**-7**	**- 51**	**594**

Source : Statistique Canada, Cansim, 2000.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 35 :

Évolution du solde migratoire de la population dans les dix plus importants centres urbains du Canada et à Victoria pour 1997-1998 et 1998-1999 (taux net pour 1 000 habitants)

RMR	Entrées	Sorties	Net	Taux net pour 1 000 habitants 1997-1998	1998-1999	Variation 1997-1999
Toronto	151 377	94 770	56 607	15,8	12,3	-3,5
Montréal	78 791	64 385	14 406	3,1	4,2	1,1
Vancouver	74 298	52 686	21 612	13,3	10,8	-2,5
Ottawa-Hull	38 714	29 890	8 824	7,8	8,4	0,6
Edmonton	38 345	30 182	8 163	12,7	8,9	-3,8
Calgary	50 650	33 812	16 838	28,0	18,6	-9,4
Québec	17 452	16 858	594	-0,1	0,9	0,8
Winnipeg	19 371	19 285	86	-3,0	0,1	-2,9
Hamilton	24 852	19 783	5 069	9,4	7,7	-1,7
Victoria	13 933	13 311	622	-0,3	2,0	2,3
London	16 947	15 519	1 428	5,1	3,4	-1,7

Source : Statistique Canada, Cansim.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 36 :

Évolution du solde migratoire de la population dans les dix plus importants centres urbains du Canada et à Victoria de 1993 à 1998

RMR	Années 1993-1994	1994-1995	1995-1996	1996-1997	1997-1998	1998-1999	Total 1993-1999
Toronto	54 353	60 460	63 435	76 596	71 812	56 607	383 263
Montréal	9 564	3 276	2 806	6 533	10 585	14 406	47 170
Vancouver	39 588	37 282	40 844	45 638	26 168	21 612	211 132
Ottawa-Hull	7 265	4 844	- 301	4 438	8 213	8 824	33 283
Edmonton	4 970	-5 504	- 1 109	6 124	11 438	8 163	14 142
Calgary	7 899	9 673	11 089	21 232	24 418	16 838	91 149
Québec	3 404	525	956	-7	-51	594	5 421
Winnipeg	- 2 378	- 1 301	- 4 711	-4 101	- 2 048	86	-14 453
Hamilton	2 794	4 255	4 193	5 893	6 096	5 069	28 300
Victoria	3 303	2 322	1 262	906	- 90	622	8 325
London	1 916	2 277	367	1 523	2 088	1 428	9 599

Source : Statistique Canada, Cansim.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Compendium

DEUXIÈME PARTIE

(données des recensements de 1991 et 1996)

10. LE TERRITOIRE

Tableau 37 :
Principales entités territoriales de l'agglomération urbaine de Québec

Territoire	Superficie (en kilomètres carrés)	Municipalités (en nbre)
Région métropolitaine de recensement de Québec (RMR de Québec)	3 150	43
Région administrative de la Capitale-Nationale (région 03)	19 312	80
Région administrative de Chaudière-Appalaches (région 12)	15 136	163
Communauté urbaine de Québec (CUQ)	545	13
Ville de Québec	89	1
Le Québec	**1 523 221**	**1 369**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996 (RMR de Québec, CUQ, ville de Québec, Le Québec);
Bureau de la statistique du Québec (région 03, région 12).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

11. LA POPULATION

11.1 L'ÉVOLUTION DE LA POPULATION

Tableau 38 :
Évolution de la population des principales entités territoriales de l'agglomération urbaine de Québec de 1991 à 1996

Territoire	Population 1991 (en nbre)	1991 (en % du Québec)	1996 (en nbre)	1996 (en % du Québec)	Variation 1996-1991 (en %)
Région métropolitaine de recensement de Québec (RMR de Québec)	645 550	9,4	671 890	9,4	4,1
Région administrative de la Capitale-Nationale (Région 03)	616 801	8,9	633 511	8,9	2,7
Région administrative de Chaudière-Appalaches (Région 12)	367 932	5,3	380 496	5,3	3,4
Communauté urbaine de Québec (CUQ)[1]	490 271	7,1	504 605	7,1	2,9
Ville de Québec[2]	167 972	2,4	167 634	2,3	-0,2

1. N'inclut pas la réserve indienne Wendake dont la population n'est pas recensée par Statistique Canada.
2. Inclut Notre-Dame-des-Anges.

Source : Statistique Canada, données intégrales des recensements de 1991 et 1996 (RMR de Québec, CUQ, Le Québec);
Institut de la statistique du Québec (Région 03, Région 12).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 39 :
Évolution de la population des dix plus importants centres urbains du Canada de 1991 à 1996

Rang 1996	RMR	Population 1991 (en nbre)	1996 (en nbre)	Variation 1996-1991 (en %)
1	Toronto	3 898 933	4 263 757	9,4
2	Montréal	3 208 970	3 326 510	3,7
3	Vancouver	1 602 590	1 831 665	14,3
4	Ottawa-Hull	941 814	1 010 498	7,3
5	Edmonton	841 132	862 597	2,6
6	Calgary	754 033	821 628	9,0
7	Québec	645 550	671 890	4,1
8	Winnipeg	660 450	667 209	1,0
9	Hamilton	599 760	624 360	4,1
10	London	381 522	398 616	4,5
	Le Québec	**6 895 963**	**7 138 795**	**3,5**
	Le Canada	**27 296 859**	**28 846 761**	**5,7**

Source : Statistique Canada, recensement de 1991 et 1996 (données intégrales)
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 40 :
Évolution de la population des villes de plus de 10 000 habitants dans l'agglomération urbaine de Québec de 1991 à 1996

Rang 1996	Ville	Population 1991 (en nbre)	1991 (en % de la RMR)	1996 (en nbre)	1996 (en % de la RMR)	Variation 1996-1991 (en %)
1	Québec	167 972	26,0	167 634	24,9	-0,2
2	Beauport	69 158	10,7	72 920	10,9	5,4
3	Sainte-Foy	71 133	11,0	72 330	10,8	1,7
4	Charlesbourg	70 788	11,0	70 942	10,6	0,2
5	Lévis	39 417	6,1	40 407	6,0	2,5
6	Val-Bélair	17 181	2,7	20 176	3,0	17,4
7	Saint-Jean-Chrysostome	12 717	2,0	16 161	2,4	27,1
8	L'Ancienne-Lorette	15 242	2,4	15 895	2,4	4,3
9	Saint-Nicolas	14 431	2,2	15 594	2,3	8,1
10	Saint-Augustin-de-Desmaures	12 680	2,0	14 771	2,2	16,5
11	Loretteville	14 219	2,2	14 168	2,1	-0,4
12	Cap-Rouge	14 105	2,2	14 163	2,1	0,4
13	Sillery	12 519	1,9	12 003	1,8	-4,1
14	Vanier	10 833	1,7	11 174	1,7	3,1
15	Charny	10 239	1,6	10 661	1,6	4,1
16	Saint-Romuald	9 830	1,6	10 604	1,6	7,9

Source : Statistique Canada, recensement de 1991 et 1996.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 41 :
Population et logement par quartier dans la ville de Québec en 1996

Quartier	Population		Logement	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Secteur Haute-Ville	**35 471**	**21,2**	**20 793**	**25,1**
Montcalm	15 191	9,1	8 692	10,5
Saint-Jean-Baptiste	9 204	5,5	5 765	7,0
Saint-Sacrement	7 891	4,7	4 412	5,3
Vieux-Québec Haute-Ville	3 185	1,9	1 924	2,3
Secteur Basse-Ville	**25 216**	**15,1**	**14 362**	**17,3**
Cap-Blanc	690	0,4	370	0,4
Saint-Roch	6 915	4,1	4 338	5,2
Saint-Sauveur	16 189	9,7	8 673	10,5
Vieux-Québec Basse-Ville	1 422	0,9	981	1,2
Secteur Limoilou	**45 722**	**27,3**	**23 950**	**28,9**
Lairet	15 744	9,4	8 421	10,2
Maizerets	14 423	8,6	7 346	8,9
Vieux-Limoilou	15 555	9,3	8 183	9,9
Secteur Des Rivières	**60 855**	**36,4**	**23 718**	**28,6**
Duberger	10 722	6,4	4 357	5,3
Lebourgneuf	10 179	6,1	4 370	5,3
Les Saules	11 853	7,1	4 774	5,8
Neufchâtel	28 101	16,8	10 217	12,3
Total	**167 264**	**100,0**	**82 823**	**100,0**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996, secteurs de dénombrement (n'inclut pas Notre-Dame-des-Anges).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

11.2 LA POPULATION SELON LES GROUPES D'ÂGE

Tableau 42 :
Répartition de la population selon les groupes d'âge dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996 (en nombre)

Rang 1996	RMR	Groupes d'âge - de 15 ans	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65-74 ans	75 ans et +	Total
1	Toronto	858 155	553 365	1 475 145	909 500	283 780	183 805	4 263 760
2	Montréal	625 830	430 480	1 118 540	751 530	240 545	159 590	3 326 510
3	Vancouver	337 045	242 390	638 315	397 490	122 025	94 400	1 831 665
4	Ottawa-Hull	207 900	132 200	353 225	214 505	60 715	41 955	1 010 500
5	Edmonton	189 115	121 750	294 480	173 115	50 625	33 515	862 600
6	Calgary	176 935	110 390	303 795	159 025	43 425	28 055	821 630
7	Québec	117 850	93 920	223 420	158 525	46 450	31 725	671 890
8	Winnipeg	135 100	91 070	215 290	136 935	48 625	40 185	667 210
9	Hamilton	124 785	79 245	196 320	137 435	52 140	34 440	624 360
10	London	82 075	54 285	129 680	82 265	28 830	21 480	398 615
Le Québec		**1 372 190**	**947 985**	**2 331 025**	**1 626 895**	**519 680**	**341 025**	**7 138 795**
Le Canada		**5 901 280**	**3 857 170**	**9 360 620**	**6 199 855**	**2 061 935**	**1 465 910**	**28 846 760**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996 (données intégrales).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 43 :

Répartition de la population selon les groupes d'âge dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996 (en pourcentage)

Rang 1996	RMR	Groupes d'âge - de 15 ans	15-24 ans	25-44 ans	45-64 ans	65-74 ans	75 ans et +	Total
1	Toronto	20,1	13,0	34,6	21,3	6,7	4,3	100
2	Montréal	18,8	12,9	33,6	22,6	7,2	4,8	100
3	Vancouver	18,4	13,2	34,8	21,7	6,7	5,2	100
4	Ottawa-Hull	20,6	13,1	35,0	21,2	6,0	4,2	100
5	Edmonton	21,9	14,1	34,1	20,1	5,9	3,9	100
6	Calgary	21,5	13,4	37,0	19,4	5,3	3,4	100
7	Québec	17,5	14,0	33,3	23,6	6,9	4,7	100
8	Winnipeg	20,2	13,6	32,3	20,5	7,3	6,0	100
9	Hamilton	20,0	12,7	31,4	22,0	8,4	5,6	100
10	London	20,6	13,6	32,5	20,6	7,2	5,4	100
Le Québec		**19,2**	**13,3**	**32,7**	**22,8**	**7,3**	**4,8**	**100**
Le Canada		**20,5**	**13,4**	**32,4**	**21,5**	**7,1**	**5,1**	**100**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996 (données intégrales).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

11.3 LA CONNAISSANCE DES LANGUES FRANÇAISE ET ANGLAISE

Tableau 44 :

Répartition de la population selon la connaissance des langues française et anglaise dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

Rang	RMR	Français et anglais (en %)	Anglais seulement (en %)	Français seulement (en %)	Ni français ni anglais (en %)
1	Montréal	49,7	8,5	39,8	1,9
2	Ottawa-Hull	44,0	45,8	9,0	1,2
3	Québec	30,0	0,2	69,6	0,2
4	Winnipeg	10,9	87,9	0,1	1,1
5	Toronto	8,0	87,4	0,1	4,5
6	Edmonton	7,5	90,9	0,1	1,6
7	Vancouver	7,4	87,9	0,1	4,7
8	Calgary	7,3	90,7	0,1	1,9
9	Hamilton	6,8	91,7	0,1	1,5
10	London	6,6	92,2	0,0	1,1
Le Québec		**37,8**	**5,1**	**56,1**	**1,1**
Le Canada		**17,0**	**67,1**	**14,3**	**1,7**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

11.4 LA POPULATION IMMIGRANTE

Tableau 45 :
La population immigrante dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

Rang	RMR	Population immigrante (en nombre)	Population immigrante (en % de la population totale de la RMR)
1	Toronto	1 772 905	41,6
2	Vancouver	633 740	34,6
3	Hamilton	145 655	23,3
4	Calgary	170 875	20,8
5	London	75 975	19,1
6	Edmonton	158 370	18,4
7	Montréal	586 465	17,6
8	Winnipeg	111 690	16,7
9	Ottawa-Hull	161 885	16,0
10	Québec	17 390	2,6
Le Québec		**664 500**	**9,3**
Le Canada		**4 971 070**	**17,2**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996 (données échantillon; la population immigrante est celle dont le lieu de naissance n'est pas le Canada; ne comprend pas les résidents non permanents).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

11.5 LA PRÉSENCE DES MINORITÉS VISIBLES

Tableau 46 :
La population appartenant aux minorités visibles dans les dix plus importants centres urbains du Canada en 1996

Rang	RMR	Population des minorités visibles (en nombre)	Population des minorités visibles (en % de la population totale de la RMR)
1	Toronto	1 338 095	31,6
2	Vancouver	564 600	31,1
3	Calgary	127 555	15,6
4	Edmonton	115 430	13,5
5	Montréal	401 425	12,2
6	Ottawa-Hull	115 460	11,5
7	Winnipeg	73 310	11,1
8	Hamilton	48 910	7,9
9	London	30 325	7,7
10	Québec	9 815	1,5
Le Québec		**433 985**	**6,2**
Le Canada		**3 197 480**	**11,2**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996 (comprend les répondants identifiés comme membres d'un groupe de minorités visibles selon les définitions de la Loi sur l'équité en matière d'emploi; la taille de la population de la RMR utilisée pour calculer les proportions peut être légèrement inférieure à celle de la population dénombrée lors du recensement de 1996 en raison des non-répondants).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

11.6 LE NIVEAU DE SCOLARITÉ

Tableau 47 :
Le plus haut niveau de scolarité atteint par la population en âge de travailler dans les RMR de Québec, de Montréal et d'Ottawa-Hull, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996

Niveau de scolarité	RMR de Québec		RMR de Montréal		RMR d'Ottawa-Hull		Le Québec		Le Canada	
	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)	(en nbre)	(en %)
Niveau inférieur à la 9e année	70 770	13,0	427 895	16,1	64 100	8,1	1 025 545	18,1	2 727 210	12,1
De la 9e à la 13e année	181 970	33,3	867 765	32,6	251 625	31,7	1 981 915	34,9	8 379 380	37,0
Sans certificat d'études secondaires	76 790	14,1	420 835	15,8	138 035	17,4	988 270	17,4	5 140 790	22,7
Avec certificat d'études secondaires	105 180	19,3	446 930	16,8	113 590	14,3	993 645	17,5	3 238 590	14,3
Certificat ou diplôme d'une école de métiers	25 365	4,6	93 990	3,5	21 770	2,7	254 335	4,5	837 160	3,7
Autres études non universitaires seulement	135 180	24,8	594 985	22,4	182 605	23,0	1 266 170	22,3	5 487 505	24,2
Études universitaires	132 795	24,3	677 410	25,4	272 935	34,4	1 145 505	20,2	5 197 665	23,0
Sans diplôme	45 710	8,4	267 755	10,1	93 275	11,8	453 115	8,0	2 196 885	9,7
Avec baccalauréat ou diplôme supérieur	87 085	15,9	409 655	15,4	179 660	22,7	692 390	12,2	3 000 780	13,3
Total	**546 085**	**100,0**	**2 662 050**	**100,0**	**793 030**	**100,0**	**5 673 465**	**100,0**	**22 628 925**	**100,0**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996 (données échantillon).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

11.7 LES REVENUS

Tableau 48 :
Évolution du revenu moyen dans les dix plus importants centres urbains du Canada de 1990 à 1995

Rang 1995	RMR	Revenu moyen (en dollars constants de 1995)			
		1990	1995	Variation (en $)	Variation (en %)
1	Ottawa-Hull	31 677	29 749	-1 928	- 6,1
2	Toronto	32 184	28 980	-3 204	- 10,0
3	Calgary	30 230	28 963	-1 267	- 4,2
4	Hamilton	28 629	27 556	-1 073	- 3,8
5	Vancouver	29 274	27 450	-1 824	- 6,2
6	London	28 042	26 756	-1 286	- 4,6
7	Edmonton	27 421	25 728	-1 693	- 6,2
8	Montréal	26 659	24 625	-2 034	- 7,6
9	Québec	25 973	24 382	-1 591	- 6,1
10	Winnipeg	25 301	24 184	-1 117	- 4,4
	Le Québec	**25 007**	**23 198**	**-1 809**	**- 7,2**
	Le Canada	**26 805**	**25 196**	**-1 609**	**- 6,0**

Source : Statistique Canada, recensements de 1991 et 1996 (le revenu moyen fait référence à l'argent reçu par les personnes âgées de 15 ans et plus provenant des sources suivantes : salaires et traitements; revenu net d'un travail autonome non agricole dans une entreprise non constituée en société ou dans l'exercice d'une profession; prestations fiscales fédérales pour enfants; pension de Sécurité de la vieillesse et Supplément de revenu garanti; prestations du Régime des rentes du Québec ou du Régime de pension du Canada; prestations d'assurance-chômage; autre revenu provenant de sources publiques; revenu de placements; pensions de retraite et de rentes et autre revenu en espèces.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 49 :

Évolution du revenu moyen des ménages dans les dix plus importants centres urbains du Canada de 1990 à 1995

Rang 1995	RMR	Revenu moyen des ménages (en dollars constants de 1995)			
		1990	1995	Variation (en $)	Variation (en %)
1	Toronto	66 411	60 110	- 6 301	- 9,5
2	Calgary	58 784	56 829	-1 955	- 3,3
3	Ottawa-Hull	60 764	56 760	- 4 004	- 6,6
4	Vancouver	56 479	54 055	- 2 424	- 4,3
5	Hamilton	56 294	53 659	- 2 635	- 4,7
6	London	53 261	50 277	- 2 984	- 5,6
7	Edmonton	52 899	49 908	- 2 991	- 5,7
8	Winnipeg	47 664	45 707	- 1 957	- 4,1
9	Montréal	48 339	44 593	- 3 746	- 7,7
10	Québec	47 089	43 737	- 3 352	- 7,1
	Le Québec	**45 595**	**42 229**	**-3 366**	**-7,4**
	Le Canada	**51 526**	**48 552**	**-2 974**	**-5,7**

Source : Statistique Canada, recensements de 1991 et 1996 (on entend par ménage une personne ou un groupe de personnes – autres que des résidents étrangers – occupant un logement privé et n'ayant pas de domicile habituel ailleurs au Canada; somme des revenus totaux de tous les membres du ménage).

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

11.8 LES DÉPENSES

Tableau 50 :

Dépenses annuelles moyennes des ménages dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996

Catégorie	Dépenses moyennes par ménage (en $)			
	RMR de Québec	RMR de Montréal	Le Québec	Le Canada
Dépenses de consommation courante	30 821	31 243	29 659	34 024
Alimentation	6 028	5 980	5 762	5 960
Logement	7 183	8 045	7 169	8 477
Entretien ménager	1 749	2 011	1 900	2 266
Articles et accessoires d'ameublement	1 169	1 049	1 094	1 294
Habillement	2 078	2 104	2 013	2 115
Transport	5 135	4 831	4 882	6 044
Soins de santé	1 092	970	952	1 006
Soins personnels	804	834	792	835
Loisirs	2 377	2 237	2 139	2 638
Matériel de lecture et autres imprimés	271	261	234	252
Éducation	438	502	428	555
Produits du tabac et boissons alcoolisées	1 216	1 158	1 123	1 146
Divers	1 280	1 259	1 172	1 434
Impôts personnels	11 374	10 832	9 894	10 746
Versements d'assurance individuelle et cotisations de retraite	3 410	2 363	2 414	2 598
Dons et contributions à des personnes n'appartenant pas au ménage	863	810	881	1 700
Dépenses totales	**46 467**	**45 248**	**42 849**	**49 068**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996 (le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont exclus dans les calculs sur le Canada); le nombre de ménages dans chacun des échantillons est le suivant : RMR de Québec (298), RMR de Montréal (683), le Québec (1 579), le Canada (10 417); le nombre estimatif de ménages pour chacun des territoires est le suivant : RMR de Québec (278 200), RMR de Montréal (1 329 970), le Québec (2 843 120), le Canada (10 900 500); la taille moyenne du ménage pour chacun des territoires est la suivante : RMR de Québec (2,41), RMR de Montréal (2,43), le Québec (2,45), le Canada (2,61).

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 51 :

Dépenses annuelles moyennes des ménages dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996

Catégorie	Dépenses moyennes par ménage (en %)			
	RMR de Québec	RMR de Montréal	Le Québec	Le Canada
Dépenses de consommation courante	66,3	69,0	69,2	69,3
Alimentation	13,0	13,2	13,4	12,1
Logement	15,5	17,8	16,7	17,3
Entretien ménager	3,8	4,4	4,4	4,6
Articles et accessoires d'ameublement	2,5	2,3	2,6	2,6
Habillement	4,5	4,6	4,7	4,3
Transport	11,1	10,7	11,4	12,3
Soins de santé	2,4	2,1	2,2	2,1
Soins personnels	1,7	1,8	1,8	1,7
Loisirs	5,1	4,9	5,0	5,4
Matériel de lecture et autres imprimés	0,6	0,6	0,5	0,5
Éducation	0,9	1,1	1,0	1,1
Produits du tabac et boissons alcoolisées	2,6	2,6	2,6	2,3
Divers	2,8	2,8	2,7	2,9
Impôts personnels	24,5	23,9	23,1	21,9
Versements d'assurance individuelle et cotisations de retraite	7,3	5,2	5,6	5,3
Dons et contributions à des personnes n'appartenant pas au ménage	1,9	1,8	2,1	3,5
Dépenses totales	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996 (le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest sont exclus dans les calculs sur le Canada); le nombre de ménages dans chacun des échantillons est le suivant : RMR de Québec (298), RMR de Montréal (683), le Québec (1 579), le Canada (10 417), le nombre estimatif de ménages pour chacun des territoires est le suivant : RMR de Québec (278 200), RMR de Montréal (1 329 970), le Québec (2 843 120), le Canada (10 900 500); la taille moyenne du ménage pour chacun des territoires est la suivante : RMR de Québec (2,41), RMR de Montréal (2,43), le Québec (2,45), le Canada (2,61); les données sont arrondies.

Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 52 :

Population active de 15 ans et plus selon les industries, en 1991 et 1996 dans les RMR de Québec, Montréal et Ottawa-Hull (partie québécoise), et au Québec

Territoire	Emplois (nombres)		Emplois (%)		
RMR de Québec	**1991**	**1996**	**1991**	**1996**	**Variation 1996-1991**
Ensemble des industries	**341 095**	**337 405**	**100,0**	**100,0**	
Industries agricoles et de services connexes	3 335	3 245	1,0	0,9	-2,7
Industries de la pêche et du piégeage	145	85	0,0	0,0	-41,4
Industries de l'exploitation forestière et des services forestiers	885	795	0,3	0,2	-10,2
Industries des mines, carrières et puits de pétrole	455	475	0,1	0,1	4,4
Industries manufacturières	31 215	29 625	9,0	8,4	-5,1
Industries de la construction	18 125	15 515	5,2	4,4	-14,4
Industries du transport et de l'entreposage	9 865	11 335	2,8	3,2	14,9
Industries des communications et autres services publics	9 360	8 475	2,7	2,4	-9,5
Industries du commerce de gros	11 975	14 475	3,4	4,1	20,9
Industries du commerce de détail	44 640	44 370	12,8	12,6	-0,6
Industries des intermédiaires financiers et des assurances	20 420	18 770	5,9	5,3	-8,1
Industries des services immobiliers et agences d'assurances	4 275	5 115	1,2	1,5	19,6
Industries des services aux entreprises	18 195	22 300	5,2	6,3	22,6
Industries des services gouvernementaux	54 445	45 875	15,6	13,0	-15,7
Industries des services d'enseignement	27 215	27 655	7,8	7,9	1,6
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	38 825	38 670	11,2	11,0	-0,4
Industries de l'hébergement et de la restauration	24 665	25 120	7,1	7,1	1,8
Autres industries de services	22 780	25 210	2,0	7,2	10,7
Industries – sans objet	7 035	14 135			
RMR de Montréal					
Ensemble des industries	**1 667 130**	**1 609 785**	**100,0**	**100,0**	
Industries agricoles et de services connexes	10 125	10 000	0,6	0,6	-1,2
Industries de la pêche et du piégeage	120	75	0,0	0,0	-37,5
Industries de l'exploitation forestière et des services forestiers	1 045	755	0,1	0,0	-27,8
Industries des mines, carrières et puits de pétrole	2 085	1 535	0,1	0,1	-26,4
Industries manufacturières	311 470	283 315	18,2	16,7	-9,0
Industries de la construction	92 495	67 050	5,4	4,0	-27,5
Industries du transport et de l'entreposage	76 310	69 245	4,4	4,1	-9,3
Industries des communications et autres services publics	66 135	60 315	3,9	3,6	-8,8
Industries du commerce de gros	89 870	101 435	5,2	6,0	12,9
Industries du commerce de détail	215 060	202 365	12,5	12,0	-5,9
Industries des intermédiaires financiers et des assurances	84 755	68 865	4,9	4,1	-18,7
Industries des services immobiliers et agences d'assurances	26 485	29 545	1,5	1,7	-65,1
Industries des services aux entreprises	119 475	134 645	7,0	8,0	12,7
Industries des services gouvernementaux	93 320	78 840	5,4	4,7	-15,5
Industries des services d'enseignement	106 655	112 305	6,2	6,6	-6,0
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	157 425	162 140	9,2	9,6	3,0
Industries de l'hébergement et de la restauration	95 770	96 060	5,6	5,7	0,3
Autres industries de services	117 660	130 640	2,8	7,7	11,0
Industries – sans objet	48 590	82 685			
RMR Ottawa-Hull					
Ensemble des industries	**125 075**	**127 160**	**100,0**	**100,0**	
Industries agricoles et de services connexes	1 050	910	0,8	0,7	-13,3
Industries de la pêche et du piégeage	30	10	0,0	0,0	-66,7
Industries de l'exploitation forestière et des services forestiers	315	245	0,2	0,2	-22,2
Industries des mines, carrières et puits de pétrole	145	105	0,1	0,1	-27,6
Industries manufacturières	8 565	7 105	6,7	5,4	-17,0
Industries de la construction	9 285	7 565	7,3	5,7	-18,5
Industries du transport et de l'entreposage	3 305	3 720	2,6	2,8	12,6
Industries des communications et autres services publics	5 180	4 495	4,1	3,4	-13,2
Industries du commerce de gros	3 645	3 400	2,9	2,6	-6,7
Industries du commerce de détail	14 835	15 110	11,6	11,4	1,9
Industries des intermédiaires financiers et des assurances	4 190	4 015	3,3	3,0	-4,2
Industries des services immobiliers et agences d'assurances	1 275	1 565	1,0	1,2	22,7
Industries des services aux entreprises	7 525	8 950	5,9	6,8	18,9

Tableau 52 :

Population active de 15 ans et plus selon les industries, en 1991 et 1996 dans les RMR de Québec, Montréal et Ottawa-Hull (partie québécoise), et au Québec *(suite)*

Territoire	Emplois (nombres)		Emplois (%)		
RMR de Québec	**1991**	**1996**	**1991**	**1996**	**Variation 1996-1991**
Industries des services gouvernementaux	30 065	28 395	23,6	21,5	-5,6
Industries des services d'enseignement	9 315	10 175	7,3	7,7	9,2
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	11 030	12 885	8,7	9,7	16,8
Industries de l'hébergement et de la restauration	6 835	7 540	5,4	5,7	10,3
Autres industries de services	8 390	10 895	6,6	8,2	29,9
Industries – sans objet	2 410	5 035			
Le Québec					
Ensemble des industries	**3 440 815**	**3 378 040**	**100,0**	**100,0**	
Industries agricoles et de services connexes	84 755	77 655	2,4	2,2	-8,4
Industries de la pêche et du piégeage	4 185	3 895	0,1	0,1	-6,9
Industries de l'exploitation forestière et des services forestiers	25 410	24 560	0,7	0,7	-3,3
Industries des mines, carrières et puits de pétrole	23 495	19 095	0,7	0,5	-18,7
Industries manufacturières	609 910	582 750	17,2	16,5	-4,5
Industries de la construction	208 100	161 645	5,9	4,6	-22,3
Industries du transport et de l'entreposage	136 650	137 035	3,9	3,9	0,3
Industries des communications et autres services publics	115 750	105 770	3,3	3,0	-8,6
Industries du commerce de gros	148 130	170 010	4,2	4,8	14,8
Industries du commerce de détail	453 125	434 035	12,8	12,3	-4,2
Industries des intermédiaires financiers et des assurances	150 395	128 430	4,3	3,6	-14,6
Industries des services immobiliers et agences d'assurances	41 205	48 365	1,2	1,4	17,4
Industries des services aux entreprises	182 285	210 830	5,2	6,0	15,7
Industries des services gouvernementaux	255 025	215 555	7,2	6,1	-15,5
Industries des services d'enseignement	233 475	241 035	6,6	6,8	3,2
Industries des services de soins de santé et des services sociaux	329 200	342 315	9,3	9,7	4,0
Industries de l'hébergement et de la restauration	215 010	221 425	6,1	6,3	3,0
Autres industries de services	224 695	253 635	6,4	7,2	12,9
Industries – sans objet	96 825	158 165			

Source : Statistique Canada, recensements de 1991 et 1996. Classification selon la classification type des industries, 1980.
Compilation : Institut de la statistique du Québec ,1999, et Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 53:

Population active âgée de 15 ans et plus selon les catégones de travailleurs dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996

Catégorie	RMR de Québec (en nbre)	(en %)	RMR de Montréal (en nbre)	(en %)	Le Québec (en nbre)	(en %)	Le Canada (en nbre)	(en %)
Employés	308 210	91,3	1 436 375	89,2	3 003 865	88,9	12 443 455	86,9
Travailleurs autonomes (entreprise non constituée en société)	10 385	3,1	64 830	4,0	133 820	4,0	592 730	4,1
Travailleurs autonomes (entreprise constituée en société)	18 190	5,4	103 910	6,5	227 430	6,7	1 209 625	8,4
Travailleurs familiaux non rémunérés	640	0,2	4 705	0,3	12 925	0,4	71 730	0,5
Total	**337 420**	**100,0**	**1 609 825**	**100,0**	**3 378 040**	**100,0**	**14 317 545**	**100,0**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996.
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.

Tableau 54 :

Population active occupée selon le mode de transport pour se rendre au travail dans les RMR de Québec et de Montréal, ainsi qu'au Québec et au Canada, en 1996

Moyen de transport	RMR de Québec (en nbre)	(en %)	RMR de Montréal (en nbre)	(en %)	Le Québec (en nbre)	(en %)	Le Canada (en nbre)	(en %)
Automobile, camion ou fourgonnette, en tant que conducteur	227 840	76,2	943 355	66,6	2 126 705	73,1	8 934 025	73,3
Automobile, camion ou fourgonnette, en tant que passager	17 430	5,8	78 125	5,5	173 490	6,0	899 340	7,4
Transport en commun	27 660	9,3	287 900	20,3	342 630	11,8	1 233 870	10,1
À pied	21 580	7,2	84 020	5,9	215 360	7,4	850 855	7,0
Bicyclette	2 580	0,9	14 705	1,0	29 125	1,0	137 435	1,1
Motocyclette	255	0,1	945	0,1	2 220	0,1	11 545	0,1
Taxi	390	0,1	2 780	0,2	4 970	0,2	23 290	0,2
Autre moyen	1 175	0,4	5 360	0,4	14 220	0,5	93 050	0,8
Total	**298 905**	**100,0**	**1 417 195**	**100,0**	**2 908 725**	**100,0**	**12 183 410**	**100,0**

Source : Statistique Canada, recensement de 1996 (les données dans ce tableau concernent la population active occupée, soit les personnes âgées de 15 ans et plus qui travaillaient contre rémunération ou qui étaient des travailleurs autonomes durant la semaine ayant précédé le jour du recensement).
Compilation : Commission de la capitale nationale du Québec, 2000.